

Le Midi Rouge

N°27, Juin 2016

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Secrétaire de rédaction :

André BALENT

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'Association MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Jacques BLIN

Hélène CHAUBIN

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATIONp. 2

NOTES DE RECHERCHES :

André Balent : Marianne Rauze Comignan (1875-1964), militantisme féminin et propagande socialiste en Cerdagne Pendant la guerre civile espagnole (1937-1938).....p. 3

Raymond Huard : Les fusillés du Gard (1940-1944).....p. 8

André Balent : Le massacre de Roullens (Aude) au château et dépôt de munitions de Baudrigues, le 19 août 1944p. 11

Jacques Blin : Dominique Mabboux prêtre ouvrier à Sète de 1973 à 2001, témoignage de son expérience..p. 16

LECTURES CHOISIES :

Richard Vassakos : *Nous ne nous serions jamais séparés*, correspondance de Marie et Paul LOUBET présentée par Christine DELPOUS-DARNIGE et Virginie GASCON, Cazouls-lès-Béziers, Les Éditions du Mont, 2016, 256 p..... p. 26

Pierre Chevalier : Jean-Claude RICHARD (éd.), *Krysto RAKOVSKI (1873-1941), Elisaveta RIABOVA (1869-1901) Docteurs de la Faculté de Médecine de Montpellier, Enver HOXHA (1908-1985), Etudiant à l'Université de Montpellier et ...militants révolutionnaires*, Arts et Traditions Rurales, Montpellier, 2015, 411 p.p. 28

BIOGRAPHIES :

Guillaume Bourgeois : Valat Fernandp. 32

André Balent : Fabre Sébastienne.....p. 34

Jean-Pierre Besse : Veylet Louis, Jean..... p. 35

Hélène Chaubin : David de Beauregard Andrée.....p. 37

Jean-Pierre Besse : Ascensio Gabiel [Ascencio forme parfois écrite]p. 39

Patrick Vazeilles : Index des articles du *Midi Rouge*, numéros 1 à 25p. 41

APPEL À COMMUNICATION : 1917 et le Languedoc Roussillon, Alès, décembre 2017.....p. 48

PRÉSENTATION DU MAITRON :

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément le *Maitron*, recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pannetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron*. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Autour du *DBMOMS* ont vu le jour (ou sont en cours) plusieurs dictionnaires spécialisés comme celui des cheminots ou celui des fusillés et exécutés de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que plusieurs dictionnaires internationaux.

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

c / o Hélène Chaubin, rue Armand Jamot, 34 000 Béziers-

06 64 88 57 35 ; helene.chaubin@wanadoo.fr

Pour tout envoi et règlement, contactez le trésorier, secrétaire de la rédaction :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69 ; cat-ab-balent@wanadoo.fr.

NOTES DE RECHERCHES :

MARIANNE RAUZE COMIGNAN (1875 -1964), MILITANTISME FÉMININ ET PROPAGANDE SOCIALISTE EN CERDAGNE PENDANT LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE (1937-1938)

Marianne Comignan, socialiste, féministe, antimilitariste. Ses origines cerdanes :

Marianne Comignan dite « Marianne Rauze¹ », a été une militante féministe et pacifiste de premier plan dès avant la Première Guerre mondiale. Elle avait épousé l'officier perpignanaise Léon Comignan (1873-1916)² qui collabora avec Jaurès pour la rédaction de *L'Armée nouvelle*. Elle fut une militante socialiste en vue qui côtoya, entre 1907 et 1911, à la fin de leur vie, Laura et Paul Lafargue respectivement fille et beau-fils de Karl Marx. Elle fut, pendant la Première Guerre mondiale, l'une des rares femmes à accéder à des fonctions dirigeantes dans le Parti socialiste puisqu'elle devint en 1917, la secrétaire fédérale de l'Eure-et-Loir. Elle adhéra au Parti communiste lors de sa création, à la fin de 1920, mais n'en fut membre que pendant une année. Elle adhéra à nouveau, dès 1922 à la SFIO. Veuve de guerre, elle fut, de 1919 à 1923, la secrétaire générale de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC). La mort prématurée de son fils José (1901-1928) promis à une brillante carrière de naturaliste spécialisé en entomologie, l'mena à s'installer vers 1930 en pays catalan. En effet, bien que née à Paris, elle y avait toutes ses racines. Par son père, Édouard Gaillarde³, né à Porta le 22 juillet 1843, elle avait des ancêtres cerdanes. Sa mère, Élisabeth Douzon était née le 2 juillet 1851 dans une « métairie » de Peyrestortes de père inconnu. Elle vécut à Perpignan jusqu'à son mariage en 1874 avec Édouard Gaillarde. Marianne Gaillarde épousa un Perpignanaise, Léon Comignan, né le 14 juin 1873 qui avait connu son futur beau-père alors qu'ils étaient tous deux affectés au 115^e régiment d'Infanterie.

Installée à Perpignan, Marianne Comignan devint une militante en vue de la fédération départementale de la SFIO. Elle accéda à des fonctions dirigeantes au congrès fédéral du 24 mai 1936, devenant membre de la commission administrative fédérale. Elle fut à plusieurs reprises (1935, 1937) secrétaire de la section de Perpignan. Elle fut déléguée des Pyrénées-Orientales à plusieurs congrès de la SFIO (Marseille, 1937 ; Royan, 1938). Rédactrice du *Socialiste des Pyrénées-Orientales*, l'hebdomadaire fédéral, elle devint une des propagandistes attitrées de la fédération, parcourant le département dans tous les sens. Elle adhérait à de nombreuses associations. Elle fonda en 1931 Les Catalanes-cercle féminin, organisation féministe influente surtout dans les milieux d'adhérents et de sympathisants de la SFIO. Elle s'intéressait à la vie culturelle et, renouant avec la catalanité elle apporta son soutien au mouvement catalaniste *Nostra terra* auquel elle adhéra.

Son activité de propagandiste de la SFIO l'amena à s'intéresser plus particulièrement à la Cerdagne d'où étaient issus une partie de ses ancêtres.

Marianne Comignan⁴ s'efforça, en 1937 et en 1938, d'étoffer l'implantation de la SFIO en Cerdagne qui demeurait bien faible.

¹ André Balent, « Rauze Marianne [née Gaillarde Marie, Anne, Rose, épouse Comignan, dite] », *DBMOMS*, dir. Claude Pennetier, 2014, *Maitron en ligne* ; « Comignan (Marie-Anne) dite Marianne Rauze, née Marie-Anne Rauze » *Nouveau dictionnaire de biographies roussillonnaises* [NDBR], dir. Gérard Bonet, André Balent, Étienne Frénay, Nicolas Marty, Michelle Ros, Perpignan, Publications de l'Olivier, II, 2011, pp. 282-284. — Marcel Roels, *Ils creusèrent le sillon...*, Paris, Éditions de la Liberté, s.d., (ca1945) [portraits de vieux militants socialistes, portrait de Marianne Rauze, pp.44-50].

L'historien australien Charles Sowerwine a évoqué le rôle éminent de Marianne Rauze dans la structuration du courant féministe avant 1914 (Charles Sowerwine, *Sisters or citizens ?*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982, 248 p.

² André Balent, « Léon Comignan (1873-1916) officier perpignanaise informateur de Jaurès pour la rédaction de *L'Armée nouvelle* », *Le Midi rouge, bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon*, 26, pp. 3-12.

³ Il fit une carrière militaire. Il mourut le 5 octobre 1897 à Paris après être devenu officier et pris sa retraite avec le grade de capitaine.

⁴ Dès 1907, afin de préserver la carrière d'officier de son mari, elle avait adopté le pseudonyme de « Rauze » qui renvoyait à son troisième prénom de l'état civil, « Rose ». On trouve donc les signatures de « Marianne Comignan », « Marianne Rauze » et « Marianne Rauze-Comignan ».

La gauche socialiste en Cerdagne française et l'impact de la guerre civile espagnole :

La Cerdagne était, au plan politique une fief des « modérés ». La majorité de ses électeurs demeuraient réservés vis-à-vis de la gauche et de l'extrême droite. Au XIX^e siècle, les « carlistes », c'est-à-dire les légitimistes, représentaient une minorité, sensibles à la rhétorique enflammée de prêtres légitimistes comme l'abbé Bonaventure Cotxet (1791-1879)¹, curé d'Err sous la Seconde République ou, parfois ponctuellement majoritaires dans certaines communes comme Osséja dans les premières années de la Seconde République. La gauche socialiste ne connut, elle aussi, que des succès ponctuels, fruit de l'influence de quelques notabilités, au plan communal (le médecin Guillaume Caussade, non originaire de la Cerdagne, à Osséja sous la Seconde République) ou étendu à l'ensemble de la Cerdagne, tels l'avocat et propriétaire terrien Joseph Carbonell² (1817-1862) d'Ur, élu municipal et cantonal démocrate-socialiste sous la Seconde République ou l'« homme d'affaires » et propriétaire terrien Barthélemy Lledos³ (1884-1951) d'Err, maire d'Err et président de conseil d'arrondissement de Prades (SFIO) dans les années 1930 et 1940. Tout en développant une coopérative de producteurs laitiers⁴, Lledos s'efforça d'implanter la SFIO. Toutefois, en dehors d'exceptions que le *Maitron* consigne et que les résultats électoraux confirment la Cerdagne agricole ne manifesta aucun enthousiasme pour les partis se réclamant du socialisme. À partir des années 1920, pourtant, des militants⁵ issus du monde paysan émergèrent dans certaines communes où ils exercèrent parfois des mandats de conseillers municipaux ou de maires. Ce fut le cas de Dominique Basso* à Ur, de Paul Grau* et François Fabre à Estavar, tous trois élus, un moment, maires de leur commune. Sauveur Rougé et Raymond Gaillarde, d'Eyne et de Llo respectivement, furent parmi les rares agriculteurs communistes de Cerdagne avant 1945. Les autres militants socialistes ou communistes cerdans d'origine exerçaient des professions dans le commerce et l'artisanat (Côme Surroque* (Osséja), Roger Duran* (Latour-de-Carol), Jean Salvat* (Bourg-Madame) ou la fonction publique : les douaniers Aubin Cristofol*⁶ et François Vidal* en poste à Enveitg (le dernier affilié d'abord à la SFIO puis au PC) ; Jean Ribot* militant de Bourg-Madame, employé des contributions indirectes. Les autres militants recensés entre 1920 et 1940 n'étaient pas des Cerdans. Dans le meilleur des cas, comme l'instituteur socialiste Pierre Saury* en poste à Err, le communiste Jean Puig*, commis de perception à Saillagouse et le douanier communiste de Bourg-Madame André Parent*, c'étaient des Catalans natifs d'autres régions des Pyrénées-Orientales, le Conflent pour le premier et le troisième, le Roussillon pour le second. Il y avait également des militants venus d'horizons plus lointains, le plus influent étant le médecin Victor Kapler* venu directement de Paris pour s'installer à Saillagouse. Finalement, dans les années 1930, l'implantation de la gauche socialiste en Cerdagne, était moins étoffée que dans le Capcir, une autre haute vallée montagnarde du département contigüe à la Cerdagne où la SFIO disposait de cadres influents originaires de cru (Pascal Bernole*, Sébastien Soubielle*).

¹ André Balent, « Communauté villageoise, société, frontière et politique en Cerdagne : Err sous la Seconde République », *Domitia*, 3, Perpignan, 2003, pp. 49-91 ; notice biographique de Bonaventure Cotxet, *NDBR, op. cit.*, 2011, II, pp. 301-303.

² André Balent, « Un proscrit cerdan de 1851 à Majorque (1852 ; 1853-1855) : Joseph Carbonell (1817-1862), maire d'Ur, conseiller général de Saillagouse, démocrate-socialiste », *Le Midi Rouge, bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon*, 16, Montpellier, 2010, pp. 18-22 ; « Jurista, hisendat i revolucionari : Josep Carbonell (Ur, 1817 – Puigcerdà, 1862) », *Quinzè quadern d'informació municipal de Llívia*, Llívia, 2003, pp. 135-142 ; notice biographique de Joseph Carbonell, *NDBR, op. cit.*, 2011, II, pp. 224-225.

³ André Balent, « Frontière, négoce, contrebande, espionnage et politique : un notable cerdan de la première moitié du XX^e siècle : Barthélemy Lledos (1884-1951) », *Études roussillonnaises*, 14, Canet, 1996, pp. 129-150 ; « Lledos, Barthélemy, Étienne », *DBMOMS*, Maitron en ligne, 2012. ; notice biographique de Barthélemy Lledos, *NDBR, op. cit.*, 2011, II, pp. 615-618.

⁴ André Balent, « La fondation de la coopérative laitière d'Err (1934-1939) : enjeux politiques et économiques », pp. 121-159 in Michel Cadé (dir.), *L'Histoire à travers champs. Mélanges offerts à Jean Sagnes*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2002, 399 p.

⁵ Quand ils font l'objet d'une notice (rédigée par André Balent) du *Maitron* (*DBMOF*, *DBMOMS*, *Maitron en ligne*), nous accompagnons le nom de l'intéressé par une astérisque (*).

⁶ Oncle du Cerdan Jean Cristofol (1901-1957), douanier, militant communiste, député des Bouches-du-Rhône en 1936 puis maire de Marseille à la Libération.

La guerre civile espagnole eut un profond retentissement en Cerdagne française. Les tragiques événements que connut la Cerdagne espagnole (entre juillet 1936 et avril 1937¹) où les habitants du canton de Saillagouse (pour l'essentiel la Cerdagne française) avaient de nombreux amis. La guerre civile permet de comprendre la « radicalisation » vers la droite extrême de notables modérés comme, par exemple : le conseiller général de Saillagouse Georges Clerc (1873-1943) et de son fils Maurice Clerc, tous deux médecins ; Thomas Casals (1885-1967), pharmacien, maire de Bourg-Madame, conseiller d'arrondissement et ses fils, Jean, Louis, Joseph et Charles. Ces notabilités soutinrent activement les franquistes avant de sombrer, après 1940, pour beaucoup d'entre eux, dans l'activisme collaborationniste².

Ce fut dans ce contexte que Marianne Comignan effectua plusieurs déplacements en Cerdagne.

Marianne Comignan et la SFIO en Cerdagne (1937-1938) :

Bourg-Madame, avril 1937 :

De 1930 à 1935, la SFIO cerdane demeura dans le sillage du maire d'Err, Barthélemy Lledos* épaulé par l'instituteur Pierre Saury*, son secrétaire personnel, par ailleurs secrétaire de mairie. Mais l'effacement de Lledos dont le projet de se faire élire sénateur en 1935 ne put aboutir, provoqua son éloignement relatif car personnellement impliqué dans les développements de la guerre civile espagnole³ qui le contraignaient à résider le plus souvent à Perpignan ou, surtout, à Paris.

Le relais fut pris par la section socialiste de Bourg-Madame qui, profitant de la présence de fonctionnaires et de la dynamique du Front populaire, réussit à avoir une certaine influence et à faire face au maire de droite (réélu en 1935), Thomas Casals, bientôt converti en soutien du franquisme et en sympathisant des idées d'extrême droite et, plus tard, sous Vichy, en activiste du collaborationnisme le plus radical. Elle sut se trouver des leaders dynamiques, des cerdans d'origine, l'hôtelier et restaurateur Jean Salvat* ou le fonctionnaire des contributions indirectes Jean Ribot*. C'est donc une section bien vivante, aux premières loges des développements de la guerre civile à Puigcerdà et en Cerdagne espagnole que visita Marianne Comignan le 21 avril 1937. Le compte-rendu de sa visite fut publié dans *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, l'hebdomadaire départemental de la SFIO⁴. La section aborda en présence de la déléguée départementale à la propagande, deux points principaux. Le premier d'ordre général réaffirmait l'attachement d'une section très à gauche concernant l'unité organique » c'est à dire la création d'un parti unique de la classe ouvrière issu principalement, mais pas exclusivement, de la fusion entre la SFIO et le PC

Cette unité devait en effet, selon les socialistes guinguettois [de Bourg-Madame], permettre « l'agglomération de toutes les fractions se réclamant de l'émancipation ouvrière ». Cette préoccupation reflétait bien les sympathies pivertistes⁵ de cette section qui n'excluait pas les groupes minoritaires, communistes dissidents, trotskistes ou libertaires. Nous savons par ailleurs, que ces socialistes ne désavouaient pas — dans sa totalité et tout en réprouvant les « excès » répressifs — l'expérience libertaire de Puigcerdà. Leur analyse différait de celle des militants du PC présents aussi à Bourg-Madame. Mais ce furent les problèmes locaux induits par les conséquences locales de la guerre civile qui préoccupaient les socialistes guinguettois et Marianne Comignan, la déléguée à la propagande de la fédération de la SFIO. La section socialiste de Bourg-Madame s'insurgeait contre la

¹ Période pendant laquelle la FAI de Puigcerdà exerça un pouvoir presque sans partage dans la Cerdagne, procédant à des exécutions extra-judiciaires (tuerie de vingt-et-un Puigcerdanais pour la seule journée du 9 septembre 1936) qui provoquèrent l'effroi des deux côtés de la frontière.

² Une exception, toutefois, Hector Ramonatxo, de Latour-de-Carol, au PPF avant la guerre et chroniqueur de la guerre civile vue depuis la Cerdagne dans *L'Éclair* de Montpellier pour *Somatent !*, l'hebdomadaire du PPF des Pyrénées-Orientales, qui fut un résistant.

Sur cette « radicalisation » à l'extrême droite, cf. : André Balent, « Política, família i relacions tranfrontereres. El cas de la Guingueta i Puigcerdà durant la Guerra Civil i la Segona Guerra Mundial (1936-1945) », *Afers*, XXV 66, Catarroja, 2010, pp. 361-380.

³ Sur les détails des implications de Lledos dans le conflit espagnol, voir ses deux biographies du *DBMOMS* et du *NDBR*.

⁴ *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 24 avril 1937.

⁵ De Marceau Pivert (1895-1958), chef de file de la tendance d'extrême-gauche de la SFIO, la Gauche révolutionnaire.

fermeture de la frontière car elle plaçait « la Cerdagne dans un régime d'exception ». En conséquence, elle demandait aux « élus socialistes du département et de la Fédération de s'employer à faire cesser dans les plus brefs délais cet état de choses qui gêne à la fois le commerce, l'agriculture, le transit frontalier et qui est considéré par les délégués du Gouvernement espagnol à Puigcerda comme une brimade ». Elle évoquait aussi les menaces permanentes d'élus réactionnaires » et à leurs « menées fascistes » : il s'agissait d'une claire allusion aux prises de positions d'élus municipaux et de citoyens guinguettois favorables à Franco et qui venaient en aide à des adversaires de la République espagnole qui trouvaient leur appui sitôt qu'ils avaient franchi la frontière. Parmi eux certains de leurs apparentés résidant à Puigcerdà. Le texte de la section socialiste ne les désignait pas nommément, mais nous savons qu'il s'agissait, entre autres, d'apparentés du maire Thomas Casals. En conséquence, la section demandait « la création d'une zone frontalière sur laquelle aucun réfugié politique même s'il y a des attaches sérieuses [sous-entendu familiales] ne pourra y séjourner ». En bref, il s'agissait d'éviter que Bourg-Madame ne se transformât en lieu de rendez-vous et de séjour de réfugiés pro-franquistes prêts, pour certains d'entre eux, de gagner la zone rebelle via Irun. Pourtant, certains fugitifs anti républicains franchissaient parfois la frontière avec la complicité de certains miliciens anarchistes de la Cerdagne espagnole ... Il convient de noter que la visite de Marianne Comignan à Bourg-Madame se situait exactement une semaine avant l'affrontement entre les éléments de la FAI de Puigcerdà et de la Seu d'Urgell (27 avril 1937) et les villageois de Bellver de Cerdanya qui, conduits par leur municipalité à direction ERC (Esquerra republicana de Catalunya) qui se solda par la mort du leader faiste du comité de Puigcerdà, Antono Martín, qui exerçait le pouvoir en Cerdagne depuis huit mois. Cet affrontement armé permit aux autorités de la *Generalitat* puis du gouvernement central de la République de contrôler la frontière en Cerdagne, ce qui, à Bourg-Madame correspondait davantage aux souhaits des communistes que des socialistes bien disposés à l'égard des libertaires, fussent-ils des « hommes d'action » de la FAI.

Marianne Comignan en Cerdagne en août 1938¹ :

Le dimanche 28 août 1938, Marianne Comignan se rendit dans deux petites communes cerdanes situées dans deux vallées secondaires, Porta et Valcebollère.

Porta était, rappelons-le, la commune où était né son père dont les ancêtres étaient originaires de Saillagouse, du fait du hasard des affectations de son grand-père paternel militaire devenu fonctionnaire des douanes. Le maire de ce petit village de la vallée de Carol élu en mai 1935, François Barrère (1870-1948) était un militant de gauche. C'était un adhérent de longue date de la Ligue des Droits de l'homme² et un sympathisant (et peut-être, un temps, adhérent isolé). Il présida, à Porta, la réunion animée par Marianne Comignan, déléguée fédérale. Son exposé recueillit « de nombreuses marques d'approbation ». Un débat suivit et aboutit, « malgré une contradiction tendant à l'empêcher » à la création d'une section socialiste. Dans petit article de l'hebdomadaire fédéral, le rédacteur (Marianne Comignan ?) se félicitait que « (...) notre voix sera désormais plus fréquemment entendue dans cette belle vallée frontalière où nous devons apporter tout l'effort de notre solidarité effective et fraternelle ». Sans doute, Marianne Comignan savoura-t-elle tout particulièrement le fait que le village où était né son père était enfin doté d'une organisation socialiste.

Elle se rendit le même jour à Valcebollère, un petit village qui, en Cerdagne, apparaissait comme un « bout du monde » alors que, centre d'une intense contrebande, il était, de ce fait, ouvert au monde, en contact avec la grande métropole barcelonaise. Marianne Comignan s'y rendit accompagnée de Jean Ribot*, de la section de Bourg-Madame. Tous deux firent un « court résumé de la doctrine socialiste ». En accord avec le maire, François Igleis, une section socialiste fut constituée. *Le*

¹ Cf. les divers comptes rendus des réunions tenues par Marianne Comignan en Cerdagne en août 1938 dans les rubriques communales du *Socialiste des Pyrénées-Orientales*, vendredi 2 septembre 1938.

² Cf. la photographie de sa carte d'adhérent de la LDH, section de Prades (1932) : André Balent, « Archives privées du mouvement ouvrier, 1888-1941 (Porta, Pyrénées-Orientales) », *Le Midi Rouge, bulletin de l'Association Maitron-Languedoc-Roussillon*, 15, 2010, pp. 37-40. François Barrère aida la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale et ses deux fils, Pierre et Sébastien participèrent au fonctionnement de filières d'évasion et de renseignement (André Balent, « L'occupation allemande et la Résistance dans la vallée de Carol de 1942 à 1944 », *Records de l'Aravó, bulletin de l'Association pour la protection du patrimoine et de la mémoire collective de la vallée de Carol*, 10, Latour-de-Carol, 2013, pp. 28-37.

Socialiste concluait ainsi son compte-rendu : « L'exemple de ce petit pays, perdu dans nos plus lointaines montagnes, est à citer et à suivre ».

Marianne Comignan alla aussi à Ur où Dominique Basso* avait déjà tenté d'implanter le parti quelques années auparavant. Une section y fut constituée (ou, plutôt, reconstituée), « en accord avec les directives de la déléguée ». Bien sûr, « le citoyen Basso dont le dévouement à nos idées n'est ignoré de personne a pris dans ses mains fidèles et énergiques l'avenir de cette section qui sera prospère ».

À Enveitg et Latour-de-Carol, la section fut reconstituée en présence de Marianne Comignan et « sous l'insistance persévérante du secrétaire d'une section voisine, sans doute Jean Ribot* de Bourg-Madame. Depuis 1929, date de l'ouverture de la ligne de chemin de fer transpyrénéenne, une « cité ouvrière destinée aux cheminots et aux douaniers avait été implantée dans la commune d'Enveitg. Le conseil municipal d'Enveitg était à gauche depuis 1935, rassemblant des socialistes SFIO et des communistes. La section de la SFIO avait connu une existence épisodique. En août 1938, il s'agissait simplement de lui redonner vie avec des militants dont certains ont été mentionnés ci-dessus.

La section de Bourg-Madame était devenue la plus solide de la Cerdagne, capable de fournir des candidats crédibles, dans le canton de Saillagouse, à l'élection au conseil d'arrondissement de Prades. Le 10 octobre 1937, Jean Ribot* et Jean Salvat* deux affrontèrent Thomas Casals, maire de Bourg-Madame (712voix) autre conseiller sortant et maire de Bourg-Madame, et Michel Aris (735 voix), minotier officiellement candidats républicains URD qui furent élus au premier tour. Jean Salvat et Jean Ribot obtinrent respectivement 352 et 358 voix et les communistes Sauveur Rougé* et François Vidal* 232 et 230. En 1938, Jean Ribot était le secrétaire d'une section socialiste, en majorité composée de sympathisants de la Gauche révolutionnaire (pivertistes). Après le congrès de Royan (juin 1938), ils demeurèrent cependant dans la SFIO. La présence de Marianne Comignan à une réunion de la section en août 1938 avait pour but de conforter leur décision de rester dans le parti et de ne pas rejoindre le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan) créé par les pivertistes après la scission de Royan. Le nouveau parti avait en effet réussi à attirer un grand nombre de pivertistes dans les Pyrénées-Orientales. La section prit l'initiative de créer une union locale de sections en Cerdagne. Comme nous l'avons vu, certaines d'entre elles furent formées ou reconstituées en présence, de la déléguée fédérale et, parfois de Jean Ribot, le secrétaire de la section de Bourg-Madame.

Ce fut donc dans un double contexte que Marianne Comignan renoua, en tant que militante, avec la Cerdagne, berceau de ses ancêtres paternels.

Celui, d'abord, de la crise interne de la SFIO qui devait surmonter le défi de scission pivertiste, sensible dans une section importante comme celle de Bourg-Madame. Celle-ci était aussi à mettre en relation avec l'essoufflement de la dynamique du Front populaire et le renforcement de la puissance de l'Allemagne nazie.

Celui, ensuite, de la guerre d'Espagne. En Cerdagne espagnole, la situation était normalisée depuis les affrontements d'avril-mai 1937. La frontière était à nouveau ouverte. Mais la République avait, au fil de batailles qui renforçaient les franquistes, perdu du terrain. La situation de l'Espagne républicaine est certes délicate pendant l'été 1938. Mais la grande bataille de l'Èbre — qui redonna des espoirs aux Républicains et leurs soutiens à l'extérieur — était loin d'être terminée, en cette fin du mois d'août 1938. Elle pouvait apparaître, à certains comme la première bataille d'un conflit bientôt généralisé à toute l'Europe. Mais beaucoup, à la SFIO, étaient attachés de façon presque viscérale aux idées pacifistes. Et nous savons que Marianne Comignan était une pacifiste militante depuis la Première Guerre mondiale. La crise des Sudètes et Munich étaient proches.

Ces quelques notes qui auront attiré l'attention sur la Cerdagne de la fin des années 1930, ont été également l'occasion de mettre en évidence la situation exceptionnelle — son passé de féministe engagée de la « Belle époque » montrait cependant que dans son cas et celui d'une poignée de compagnes cet engagement, déjà ancien, avait mûri et avait su d'accomplir dans la pratique militante, en particulier pendant la Grande Guerre — d'une femme capable de jouer un rôle autre que de pure figuration dans la vie d'un grand parti politique, celui d'une dirigeante, oratrice et organisatrice au niveau départemental. Dans les années 1930, il s'agissait encore d'une chose exceptionnelle. Mais, dans la SFIO, parti favorable à l'engagement des femmes en politique, il y avait alors davantage de femmes militantes qui n'acceptaient plus d'être confinées à des tâches subalternes, réservées à leur

genre. Bien davantage que dans le Parti communiste que Michel Cadé, son historien pour les Pyrénées-Orientales, juge bien plus « machiste » que la SFIO car il réservait aux femmes des espaces militants convenus, subalternes¹.

On remarquera aussi que l'intervention d'une femme au poste de déléguée de la direction fédérale a été acceptée dans des villages souvent petits et « reculés » essentiellement ruraux (à l'exception d'Enveitg et de Bourg-Madame) où le poids de la société paysanne traditionnelle pouvait apparaître comme lourd et prégnant. Les montagnards de la Cerdagne étaient-ils, de ce point de vue, en dépit de leur réputation surfaite de suppôts de la tradition plus ouverts qu'ils n'en avaient l'air. Il est vrai que la Cerdagne, était affublée d'une réputation d'« isolement » qui était loin de correspondre à la réalité d'une société plus ouverte sur le monde qu'il ne le semblait.

André BALENT

*

LES FUSILLÉS DU GARD (1940-1944)

Le *Dictionnaire des Fusillés* et son complément le *Maitron en Ligne* permettent une approche nouvelle des fusillés du Gard et montrent en outre l'extrême complexité des situations résistantes. Rappelons que ce dictionnaire (version papier) ne comprend pas, sauf exceptions, les morts au combat, les déportés, les victimes d'exécutions sommaires, mais seulement ceux qui ont été fusillés à partir d'une condamnation, soit par les forces allemandes, soit par les tribunaux de Vichy

I- “ Les fusillés du Gard ” ? Une notion à préciser :

La consultation du *Dictionnaire des fusillés* permet de repérer 61 noms qui relèvent de la catégorie “ fusillés du Gard ». Si nous connaissons pour tous la date d'exécution, nous ne disposons pas en revanche, pour certains d'entre eux, de tous les renseignements d'état-civil nécessaires (date de naissance profession, âge). Nous avons distingué quatre catégories qui le cas échéant peuvent se recouper.

a) Ceux qui étaient originaires du Gard, au nombre de 24

Ils viennent de différentes régions du département avec cependant une prépondérance pour le bassin minier², de Nîmes, de la Gardonnenque (Tornac, Boisset-et- Gaujac), de l'extrême Ouest du département (Avèze, Lanuéjols) de la basse plaine et de la Vaunage (Jonquières, Sommières). On remarquera l'absence du Nord-Est du Gard traditionnellement plus conservateur. Mais ces originaires du Gard n'ont pas forcément résisté dans le Gard. Par exemple Antonin Trivino, né à Lanuéjols en 1923, verrier et cultivateur était résistant en Saône-et-Loire et a été fusillé dans le Rhône à

¹ « Ils [les dirigeants du PC dans les Pyrénées-Orientales] abandonnèrent ainsi le terrain à la SFIO, où des institutrices comme Joséphine Trémi* et Marianne Rozes-Comignan [(sic). Par ailleurs, Marianne Comignan n'a jamais exercé le métier d'institutrice], jouaient un rôle considérable jusque dans la direction fédérale » (Michel Cadé, *Le parti des campagnes rouges. Histoire du Parti communiste dans les Pyrénées-Orientales 1920-1939*, Marcevol, Éditions du Chiendent, 1988, 346 p. [p. 277, § « La force de l'âge et la loi des mâles »]).

Michel Cadé aurait pu ajouter à la liste de ces dirigeantes locales ou départementales de la SFIO, l'institutrice Sébastienne Fabre*, de Saint-Laurent-de-Salanque dont la notice paraît dans le présent numéro du *Midi Rouge*. La vétérane Jeanne Nicolas* et, surtout, la jeune pivertiste Lucette Justafré*, furent deux institutrices qui jouaient, dans les années 1930, un rôle de premier plan dans le mouvement syndical (SNI, CGT, Bourse du Travail). Elles n'étaient pas les seules : on pourrait encore rajouter à la liste Élise Berjoan* ou, encore, bien que moins visible dans les sphères dirigeantes du SNI, une militante comme Thérèse Qués*.

² Alès, Molières, Le Martinet, Portes, La Grand-Combe, Saint-Jean-du-Pin

Villeurbanne. Joseph Roques, ouvrier mineur, né en 1897 à Portes, a été fusillé à Paris au Mont Valérien en 1942.

b) Une deuxième catégorie comprend ceux, relativement peu nombreux, qui ont été exécutés effectivement dans le Gard au nombre de 8

Les plus connus, sont les ouvriers Jean Robert et Vincent Faïta, exécutés à Nîmes, trois qui ont été fusillés à Pont-Saint-Esprit, un à Alès, Barthélémy Ranvier, qui était originaire de Saint-Étienne, deux autres presque inconnus.

c) On a rangé dans une troisième catégorie ceux qui ont résisté dans le Gard à un moment ou à un autre, et ont été fusillés par suite de leur activité résistante. Ils sont au nombre de 35

Parmi eux, un certain nombre de membres du maquis Bir Hakeim. Mais ils n'ont pas été forcément exécutés dans le Gard. Le jeune ajusteur Jean Chauvet né à Nîmes en 1921, résistant dans cette ville dès 1941 a été arrêté la même année, transféré au camp d'Eysses dans le Lot-et Garonne et exécuté à la suite de la révolte des détenus en 1944. De même l'ouvrier agricole Jean Vigne originaire de Boisset-et-Gaujac. L'étudiant Jacques Baby, né en 1921 à Prague en Tchécoslovaquie, fils du professeur Jean Baby, a résisté dans le Gard mais, arrêté, il a été exécuté à Marseille en juillet 1944.

d) Enfin une dernière catégorie rassemble ceux qui ont été jugés dans le Gard par le tribunal militaire allemand du Sud de la France

Elle rassemble principalement qui a siégé à Nîmes et qui sont au nombre de 12. Mais ils n'ont pas été forcément fusillés dans le Gard.

II - Caractéristiques des fusillés (profession, âge, opinion politique) :

On remarquera d'abord que, pour les 5/ 6, ce sont des hommes du peuple exerçant le plus souvent une profession manuelle (cultivateur, mineur, employé des chemins de fer etc.), à quoi s'ajoutent un instituteur et quelques employés. Font exception à cette règle deux négociants ou industriels dont Léon Duboin, frère du théoricien de l'Abondance, quatre militaires de carrière qui avaient donc continué la lutte contre l'Allemagne, malgré l'armistice et avaient parfois des responsabilités dans la Résistance. Tous ces derniers sont en général plus âgés. Enfin, il faut remarquer la présence de 5 étudiants, en général très jeunes (le plus jeune avait 17 ans). Une seule femme, une brodeuse, assez âgée (46 ans) figure parmi ces fusillés sans qu'on soit absolument certain qu'elle ait été exécutée dans le Gard.

La composition par âge de ces fusillés (donnée connue pour 55 d'entre eux) donne la répartition suivante :

Nés avant 1900 : 8 ; nés entre 1900 et 1910 : 8 ; nés entre 1911 et 1920 : 11 ; nés après 1920 : 28 dont ; 1921 : 8 ; 1922 : 5 ; 1923 : 4 ; 1924 : 6 ; 1925 : 2 ; 1926 : 2 ; 1927 : 1. Très importante (supérieure à 50 %) est donc la place des jeunes dans ces fusillés.

Opinion politique lorsqu'elle est connue : l'appartenance politique n'est connue véritablement que pour 17 d'entre eux : 16 communistes et un socialiste. 4 FTPF peuvent être

sans doute rattachés à la mouvance communiste. Il est possible également que les quelques militaires relèvent du courant gaulliste.

III) Dates et lieux d'exécution :

La répartition des dates d'exécution est la suivante :

1942 : 3 ; 1943 : 9 ; premier semestre 1944 : 37 ; 2^e semestre 1944 : 13.

Si les premières exécutions ont lieu dès 1942 et 1943 (date à laquelle sont exécutés par ex. Jean Robert et Vincent Faïta), le premier semestre de 1944 est bien celui où la répression se déchaîne. C'est aussi celui de la révolte de la centrale d'Eysses où étaient enfermés des Gardois. Pendant le second semestre, elle se concentre sur le mois de juillet par suite de la retraite progressive des Allemands.

Enfin, on rappellera quelques lieux d'exécution privilégiés qui concernent une partie des fusillés. Certains sont des lieux de détention bien connus, le Mont Valérien à Paris (3 exécutions), le Fort de la Duchère à Lyon, la Maison d'arrêt de Nîmes, la citadelle de Pont-Saint-Esprit, les forts de Marseille, la centrale d'Eysses.

D'autres sont des lieux de massacre collectif, comme Villeneuve-lès Maguelone dans l'Hérault, Robion dans le Vaucluse, Sanilhac dans l'Ardèche.

Enfin d'autres lieux sont plus circonstanciels et correspondent par exemple à des engagements avec les troupes allemandes (Sainte-Radegonde en Aveyron, ou Badaroux en Lozère).

Dans le cadre d'un département, le dictionnaire *Les Fusillés 1940-1944*, complète très utilement les recensements établis par ailleurs (par exemple dans le DVD la résistance dans le Gard) sur les victimes de la répression nazie et vichyste. Certes, il ne traite pas des exécutés sommaires qui sont très nombreux dans le département et qu'Armand Cosson estime à 295 personnes environ¹. L'inventaire des victimes n'est donc pas terminé. Il n'en reste pas moins que le Dictionnaire est tant sur le plan local que national, une source de premier ordre qui est désormais à la disposition des chercheurs.

Raymond HUARD

* * *

*

¹ 41 personnes tuées à Nîmes dont 15 pendues en février mars 1944, 200 corps précipités dans le Rhône à Pont-Saint-Esprit entre mai et juillet, 30 personnes jetées dans le puits de Célas en juin-juillet, 8 autres dans le charnier de Saint-Hilaire de Brethmas. Armand Cosson, " La seconde guerre mondiale et la Libération ", dans Raymond Huard (dir.), *Le Gard, son histoire de la Préhistoire à nos jours*, Bordessoules, 2003, p. 305

LE MASSACRE DE ROULLENS (AUDE) AU CHÂTEAU ET DÉPÔT DE MUNITIONS DE BAUDRIGUES¹, LE 19 AOÛT 1944

Avec cet article, Le Midi Rouge, publie une des notices du Maitron des fusillés consacrée aux lieux d'exécution et de massacres (1940-1944). En juin 2016, ont été insérées dans cette rubrique du Maitron des fusillés (en ligne) les notices suivantes concernant la nouvelle grande région issue de la fusion du Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées : Roquefixade (Ariège), Rimont (Ariège), Roullens (Aude), Rieux-Minevois (Aude), Sainte-Radegonde (Aveyron), Massacres entre Villecomtal et Entraygues-sur-Truyère (Aveyron : Golinac, Entraygues et Mouret), Castelmaurou, bois de la Reulle (Haute-Garonne), Faugères, col de Peytafi (Hérault), Villeneuve-lès-Maguelone (Hérault), La Bastide (Pyrénées-Orientales), Valmanya [Velmanya] (Pyrénées-Orientales), Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales), Salses (Pyrénées-Orientales).

D'autres sont en préparation, en particulier Fontjun (Hérault), La Parade (Lozère), ...

Dix-neuf (?) fusillés sommaires (et/ou explosés ?) par les Allemands au dépôt de munitions du parc du château de Baudrigues (commune de Roullens (Aude)). Parmi les restes humains retrouvés, ceux de deux femmes. Treize victimes, des résistants, ont été identifiées : sept de l'Aude ; cinq transférées depuis Perpignan (Pyrénées-Orientales) à Carcassonne parmi lesquelles trois domiciliées dans les Pyrénées-Orientales, une des Hautes-Pyrénées arrêtée dans les Pyrénées-Orientales transférée depuis Perpignan à Carcassonne et une née dans l'Hérault arrêtée et détenue dans les Pyrénées-Orientales ; une de l'Hérault, une femme, juive, arrêtée à Béziers pour actes de résistance dans un mouvement (ou réseau) non connu.



Le parc du château de Baudrigues (Roullens, Aude) après les explosions du 19 août 1944

Cliché extrait du livre de Roger Lair, Claude Rivals, André Rouou, *op. cit.*, p. 114

¹ "Baudrigues", orthographe utilisée dans les documents de 1944 où l'on parle volontiers de "campagne de Baudrigues". Depuis, l'orthographe "Baudrigue" s'est imposée. Les noms avec une astérisque renvoient à ceux, soulignés, (liens hypertexte qui dans le *Maitron en ligne* renvoient aux notices biographiques individuelles qui comportent des informations complémentaires sur la tuerie de Baudrigues, commune de Roullens).



Baudrigues, stèle érigée à la mémoire de Jean Bringer (Inscription : "Ici a été relevé le corps de Jean Bringer Myriel le 22 août 1944")
Cliché André Balent, 10 novembre 2015



Baudrigues, Monument commémorant Jean Bringer (à droite) et les victimes — liste incomplète (2015) — des victimes exécutées le 19 août 1944
Cliché André Balent, 10 novembre 2015



Baudrigues, stèle aux exécutés du 19 août 1944 (tous les noms ne figurent pas sur le monument)
Inscription sur la stèle : "Ici ont été relevés les corps de 19 martyrs de la barbarie nazie août 1944"
Noms (1^e colonne) : Bertrand Gilbert René Eugène, Bronson Joseph Jacques, Juste Léon, André Gros, Suzanne Last (dernier nom inscrit). Noms (2^e colonne) : Hiot Jean Antoine, Roquefort Pierre Joseph, Sévajols Maurice. Photographie : André Balent, 10 novembre 2015

Évoquant le massacre de Baudrigues, Lucien Maury, historien de la résistance audoise, signale qu'il eut lieu le 19 août 1944 (et non le 18 comme l'indiquent d'autres sources, y compris des actes d'état civil de fusillés comme celui de Simon Batlle*, FTPF des Pyrénées-Orientales). D'ailleurs, c'est le 19 août que l'on commémore chaque année le souvenir des victimes du massacre de Baudrigues.

Le 19 août 1944, les Allemands, avant d'évacuer Carcassonne, procédèrent à quelques sabotages et destructions dans divers points de l'agglomération. Selon les premières interprétations répandues après la Libération, les Allemands auraient eu le projet d'exécuter vingt otages, à savoir des détenus de la prison de Carcassonne, en représailles aux actions de la Résistance. Mais dans son article publié en 2015 (*op. cit.*, p. 147), Jean-Louis Bonnet a révélé que dans une "note de l'autorité allemande [dictée à la dactylo par Eckffelner, chef de la SIPO-SD de Carcassonne il était stipulé que], les détenus susceptibles d'être déportés dans des camps de concentration de troisième degré, c'est à dire les plus rigoureux, et qui n'auraient pu être envoyés à Compiègne, doivent être exécutés sur place". Pour sa part, lors d'un interrogatoire pendant son procès en 1945 (archives consultées par Jean-Louis H. Bonnet) René Bach, agent de la SIPO-SD de Carcassonne impliqué dans la traque des résistants du département déclara : "Quant à ceux qui ont été exécutés, je ne puis vous dire pour quelles raisons ils l'ont été, ils ont dû être considérés comme susceptibles d'être envoyés dans un camp de troisième catégorie, ou comme dangereux pour la sécurité allemande en cas de libération. Peut-être même que le colonel de Montpellier avait déjà classé les détenus dans les diverses catégories de camps en vue d'un envoi hors Carcassonne. J'ignore si le colonel du S.D. de Montpellier avait procédé à cette classification. C'est lui qui désignait les catégories des camps sur proposition du chef de la Police allemande de Carcassonne."

Un détenu de la maison d'arrêt de Carcassonne, André Biaud (1918-2000), a laissé un témoignage écrit où il raconta les péripéties de sa détention (et de celle de sa femme). Ce texte permet de reconstituer les événements qu'il vécut du 15 au 19 août inclus : l'incarcération à la prison de la citadelle de Perpignan occupée par les Allemands ; le voyage bien gardé par des soldats et des policiers allemands depuis la citadelle de Perpignan jusqu'à la maison d'arrêt de Carcassonne dans un autobus de trente places — faisant habituellement la ligne de Perpignan à Quillan d'après André Biaud ou celle de Lézignan à Carcassonne selon d'autres sources — ; le séjour dans des geôles carcassonnaises contrôlées également par la SIPO-SD ; les tortures qu'il subit ; l'explosion du dépôt de munitions de Baudrigues ; sa libération et celle de sa femme. Domicilié à Maureillas (Pyrénées-Orientales), Biaud était l'agent d'un réseau qui avait été démantelé par la police allemande et dont l'animateur local, l'instituteur Laurent Pianelli* avait été le premier à avoir été arrêté pendant la nuit du 21 au 22 juin, avant d'être déporté. Biaud et sa femme avaient été arrêtés à leur tour le 22 juillet 1944. D'après le témoignage d'André Biaud, il y avait, à la maison d'arrêt de Carcassonne une cinquantaine de résistants arrêtés qui y étaient incarcérés, parmi lesquels ceux qui avaient été transférés depuis Perpignan dans l'autobus qui avait effectué le voyage le 17 août entre Perpignan et Carcassonne : André Biaud, sa femme, Simon Batlle*(dont il transforme le patronyme en "Baills"), Maurice Sévajols*, André Torrent*, René Avignon*, Jacques Bronson*. Biaud considérait que ces cinq hommes et lui faisaient partie des "six cas graves" parmi les détenus à la prison allemande de la citadelle de Perpignan. Il estimait que les autres détenus, dont sa femme, étaient "déportables".

À Carcassonne les détenus provenant de Perpignan partagèrent leur sort avec des Audois, formant un groupe hétérogène de résistants de diverses provenances et exerçant ou non des responsabilités importantes dans la Résistance départementale. Ils avaient tous un point commun, ils avaient été arrêtés dans les jours ou les semaines précédentes, jamais avant l'été.

Nous savons aussi, par une liste établie aux lendemains de la Libération parmi les détenus de la maison d'arrêt qui étaient connus d'un prisonnier résistant carcassonnais, le Dr. Émile Delteil, qu'il y avait aussi six Héraultais, trois domiciliés à Béziers, et trois autres résidant respectivement à Sète, Bédarieux et le Bousquet d'Orb. Mais aucun de ces derniers ne furent pris parmi les otages destinés à être fusillés à Roullens. Se rajoutait aux précédents un prisonnier domicilié à Lyon (Rhône).

La "liste de personnes détenues à la maison d'arrêt de Carcassonne avec le docteur Delteil" établie sans doute par la gendarmerie après la Libération comprend, parmi les vingt et une qui y figurent, onze personnes résidant dans diverses localités des Pyrénées-Orientales. À l'exception des prisonniers venant de Perpignan qui furent fusillés à Baudrigues, elles furent libérées le 19 août par les Allemands, avec des Audois, les Héraultais et le Lyonnais et prises en charge par la Croix rouge française. Pour sa part, l'historien carcassonnais Jean-Louis Bonnet donne (*op.cit.*, p. 147, pp. 150-152) quelques noms

supplémentaires de détenus venant de Pau (Basses-Pyrénées) et de Nice (Alpes-Maritimes). Faisant la synthèse de plusieurs sources (qui inclut la " liste du docteur Delteil"), et incluant les quatorze détenus dont on sait de façon sûre qu'ils ont été exécutés à Baudrigues, il en dénombre cinquante-huit dont sept femmes. Mais il nous semble que, parmi ceux qu'il comptabilise : Gineste Marin est sans doute la même personne que Marin Geneste ; Joseph Co et Joseph Lo se confondent selon toute vraisemblance. Dans ce cas, le nombre des détenus serait donc de cinquante-six.

Le colonel Dischler, commandant de la place de Carcassonne fut le maître d'œuvre des actions contre les résistants, ceux qui étaient détenus à la maison d'arrêt en premier lieu. Le 19 août à 11 heures du matin, vingt résistants enfermés à la maison d'arrêt de Carcassonne en furent extraits. Le 19 août 1944, le préfet de l'Aude avait dépêché un négociateur auprès de l'adjoint de la SIPO-SD, Oskar Schiffner (né en 1909) afin d'obtenir la libération de ces otages, au même titre que les autres prisonniers, avant le départ des forces allemandes. Schiffner n'accepta de libérer que le docteur Émile Delteil, chirurgien, propriétaire de la clinique du Bastion (Carcassonne) qu'il « graciait » pour avoir accepté de soigner des soldats allemands (un des motifs de son arrestation était d'avoir pris en charge des résistants blessés). Les détenus furent transportés dans un fourgon cellulaire au domaine de Baudrigues (commune de Roullens, 6 km au sud de Carcassonne dont elle est limitrophe) où les forces d'occupation avaient installé un dépôt de munitions (obus d'artillerie et torpilles pour l'aviation de bombardement). De l'extérieur, des témoins virent Jean Bringer et Aimé Ramond (qu'ils connaissaient) dans le fourgon cellulaire. Des dispositions avaient déjà été prises afin de provoquer l'explosion du dépôt et les occupants du domaine (parmi lesquels Henri Cambon le régisseur et son fils Alphonse) ont expliqué, après le drame, que les Allemands leur avaient demandé de quitter les lieux. Ce fut le capitaine Georg Reinhardt, de la *Kommandantur*, officier très lié à la *Siecherheitspolizei*, connu pour ses attitudes expéditives dans la mise en œuvre des exécutions, qui, en l'absence d'officiers supérieurs, organisa la tuerie de Baudrigues. L'*Oberfeldwebel* (adjudant-chef) Karl Bauger, présent à Baudrigues, fut chargé, dans la perspective de l'abandon de la place de Carcassonne par les forces allemandes, d'exécuter l'ordre de destruction du dépôt de munitions. Les chefs artificiers Fritz Ballaenger et Fritz Dierkes chargés de miner le dépôt et le château, aidèrent à l'exécution des résistants. Les jours précédents, ces deux hommes, connus pour leur cruauté, avaient participé avec zèle à la répression des forces résistantes. Dans la vallée de l'Aude entre Limoux et Couiza, Ballaenger, "nazi redoutable" s'était livré à des actes de torture.

D'après les premières versions, les dix-neuf détenus furent attachés à des arbres et, semble-t-il, fusillés (des témoins auraient assisté aux fusillades) ainsi que l'écrivirent plusieurs auteurs dont Lucien Maury (*op. cit.*) et comme le précisent les actes de décès de Simon Batlle* et d'autres détenus. Quatre gendarmes de Carcassonne ont enquêté sur les lieux le 26 août 1944 et ont consigné les déclarations de plusieurs témoins. Leur rapport, rédigé le 28 août, indique que deux des neuf corps retrouvés après l'explosion (ceux de Ramond et de Bringer furent relevés le 22 août) furent identifiés le 25 août par le docteur Delteil détenu avec les victimes dans la maison d'arrêt de Carcassonne. Ils constatèrent aussi que d'examen des corps d'un homme et d'une femme semblait prouver qu'ils avaient été fusillés. Le corps de l'homme présentait sept points d'impact de balles dans le dos. Deux ou trois points d'impacts de balles sur la poitrine semblait suggérer qu'elle avait été fusillée de face. Mais, comme certains ont pu le déclarer, des suppliciés explosèrent peut-être directement après avoir été attachés sur des stocks de munitions reliés aux détonateurs. Roger Lair, Claude Rival et André Rouu (*op. cit.*, p. 119) ont formulé l'hypothèse que, au lieu de les fusiller, dans leur hâte, les bourreaux leur auraient placé un détonateur dans la bouche. En effet on n'a retrouvé aucune des têtes des victimes. Mais le rapport de gendarmerie laisse peu de doute sur le fait qu'ils furent d'abord fusillés puis que leurs corps furent déposés sur des munitions qui explosèrent. Toutefois, des témoins (le régisseur Henri Cambon en premier lieu) déclarèrent ne pas avoir entendu des tirs d'armes à feu avant les explosions. En tout état de cause, les Allemands firent sauter le dépôt de Baudrigues et on ne retrouva que des débris de corps humains.

Neuf suppliciés furent initialement retrouvés. Le docteur Delteil, épargné par la SIPO, procéda, le 25 août, aux autopsies des restes et n'en reconnut qu'un seul, celui d'une victime dont l'abdomen était partagé en trois et sur lequel il avait pratiqué une opération le 5 août 1943. Julien Allaux a voulu savoir combien il y avait eu de victimes et entama des recherches afin de donner un nom à celles qui n'avaient pas été identifiées. Il apporta des réponses partielles. Seule une victime (Suzanne Last*) fut identifiée après la publication du livre de Lair, Rivals et Rouu). Après leurs recherches, Julien Allaux

et Jean-Louis Bonnet s'en tinrent au chiffre de quatorze victimes, les treize formellement identifiées et une femme anonyme dont les restes furent distingués comme tels peu après l'explosion, lors des premières enquêtes. Trois exécutés furent identifiés après enquête de la gendarmerie, deux dès le 25 août, le troisième plusieurs jours après :

Jean Bringer* alias « Myriel » chef de l'AS de l'Aude puis chef départemental des FFI du département, grâce à sa chevalière (alliance) reconnue par sa femme ;

Aimé Ramond*, fonctionnaire de police, l'un des animateurs du NAP de l'Aude. Le docteur Delteil, son compagnon de captivité à la maison d'arrêt de Carcassonne, présent sur les lieux après l'explosion, reconnut la blessure pour laquelle il l'avait opéré le 5 août 1943 dans sa clinique carcassonnaise du Bastion. Des collègues, le commissaire de police Marc Fra et trois gardiens de la paix reconnurent un lambeau de sa nuque frisée et son ancienne opération chirurgicale ;

Maurice Sévajols* de Perpignan, de l'ORA des Pyrénées-Orientales, fut le troisième à pouvoir être reconnu, selon *Le Républicain*, après Jean Bringer* chef de l'AS et des FFI de l'Aude et Aimé Ramond*, du NAP de l'Aude. Ce fut son collaborateur perpignanaise, l'adjudant-chef de l'Air, Cavailler qui reconnut formellement l'une de ses chaussures et des lambeaux de son costume.

Le 28 août 1944, après la venue d'artificiers de Montpellier (Hérault), la gendarmerie a conclu, dans son rapport, que, après l'examen de sa chemise, un homme avait vraisemblablement "été fusillé dans le dos" alors que la combinaison d'une femme indiquait "au contraire que cette dernière a été fusillée de face".

Des neuf retrouvés entre le 21 et le 28 août, quatre furent ultérieurement identifiés après les trois premiers à qui l'on put mettre un nom le premier jour :

Pierre Roquefort*, du maquis Armagnac de Trassanel, frère de Félix Roquefort* grâce à des morceaux de blouson reconnus par celui-ci ;

Gilbert Bertrand*, du Corps franc de la Montagne Noire puis du maquis de Trassanel ;

Jean Hiot*, du maquis de Trassanel ; Léon Juste*, du maquis de Trassanel.

À partir de 1948, leurs actes décès furent transcrits sur les registres de l'état civil de Roullens. On ne put mettre un nom sur les corps des deux femmes identifiées comme telles le 28 août. On ne put poursuivre dans l'immédiat la recherche des corps car des munitions n'avaient pas encore explosé. Toutefois, le régisseur de Baudrigues, Henri Cambon, récupéra, dans les mois qui suivirent, les débris humains qu'il plaça dans plusieurs bières. D'après le témoignage de Félix Roquefort*recueilli par Lucien Maury, il en fut retrouvé pendant plus de deux ans sur un rayon de trois cents mètres. Le 5 mai 1945, toutefois, un juge d'instruction accompagné d'un médecin a pu mettre à jour d'autres corps dont certains purent être identifiés au fil des ans, quelquefois seulement après les recherches de Julien Allaux : Simon Batlle* de Céret (Pyrénées-Orientales) ; René Avignon* de Montpellier (Hérault), arrêté à Perpignan ; Jacques Bronson*, de Saint-Pé (Hautes-Pyrénées), résistant bigourdan (réseau "Andalousie" du BCRA) arrêté à Perpignan ; André Gros*, un communiste charentais du maquis FTPF de Salvezines (Aude) ; André Torrent* de Saint-Hippolyte (Pyrénées-Orientales), résistant (maquisard, sans doute FTPF) dans son département où il fut arrêté. Beaucoup plus tard, dans les années 1990, grâce aux travaux de Julien Allaux, on put mettre un nom (Suzanne Last*) sur l'une des deux femmes. Suzanne Last, arrêtée à Béziers le 10 août 1944, fut transférée à la maison d'arrêt de Carcassonne. Les restes de Bronson avaient été reconnus par Jean Capdeville (de Lourdes, Hautes-Pyrénées), sa mère et sa tante, en particulier grâce à une chaussure dont le ressemelage, effectué par un cordonnier de Saint-Pé-en-Bigorre, la singularisait parfaitement.

Initialement, sept des victimes ont eu leur décès enregistré à l'état civil de Roullens : Gilbert Bertrand, Jean Bringer, Jacques Bronson/Bronzon, Maurice Sévajols, Jean Hiot, Léon Juste et Pierre Roquefort. Les décès de trois autres furent à tort enregistrés à l'état civil de Carcassonne : Simon Batlle, (18 août), André Gros et Aimé Ramond (19 août). On n'a retrouvé aucune mention de décès de René Avignon sur les registres de l'état civil de Roullens et de Montpellier. André Torrent a été déclaré mort en Allemagne (sans indication de lieu) le 1er septembre 1944 par jugement du tribunal de Perpignan (8 juin 1950). Son acte de décès fut transcrit sur les registres d'état civil de Saint-Hippolyte (Pyrénées-Orientales), sa commune de résidence avant son arrestation, et de Maury (Pyrénées-

Orientales) commune où il était né (mention marginale à son acte de naissance). Ce fut grâce à l'opiniâtreté de sa fille, Monique Salzman, et aux démarches d'Ange Ayora, secrétaire de l'association des déportés, internés, résistants et patriotes de l'Aude qu'il fut reconnu en 1999 que Suzanne Last* avait été assassinée à Baudrigues.

Cinq des victimes étaient des résistants des Pyrénées-Orientales ou qui, venant d'ailleurs, avaient été arrêtées à Perpignan : Simon Batlle*, communiste et FTPF (du maquis Henri-Barbusse du Canigou, Pyrénées-Orientales), transféré à Carcassonne après le 10 juillet, Maurice Sévajols* (de l'ORA des Pyrénées-Orientales) transféré de Perpignan à Carcassonne le 17 août. Les autres, du moins parmi ceux qui furent identifiés, étaient : l'un, de façon certaine, actif dans la Résistance des Pyrénées-Orientales (André Torrent*); l'autre vraisemblablement actif dans les Pyrénées-Orientales ou, peut-être, de passage dans ce département (René Avignon*) ou encore, arrêté le 7 août 1944 à Perpignan alors qu'il venait à peine d'y arriver (Jacques Bronson*) et qu'il effectuait une mission de transport de courrier entre Pau (Basses-Pyrénées) et le chef-lieu des Pyrénées-Orientales.

En ce qui concerne les deux femmes exécutées, il a été dit par des résistants détenus avec elles à la maison d'arrêt de Carcassonne qu'elles étaient « israélites », ce qui s'est avéré exact pour Suzanne Last*. Celle-ci, Roumaine d'origine, infirmière à Béziers était résistante de l'Hérault ; mais on ignore dans quel mouvement ou réseau elle fut active.

Dans les vestiges du parc du château de Baudrigues, trois stèles rappellent le souvenir du massacre. Les noms de Jean Bringer* et d'Aimé Ramond* figurent notamment sur deux des monuments qui leur sont tout particulièrement dédiés. L'autre stèle porte les noms des exécutés suivants : Gilbert Bertrand, Jacques Bronson, André Gros (avec, en plus, une plaque commémorative déposée par sa famille), Jean Hiot, Léon Juste, Suzanne Last, Pierre Roquefort, Maurice Sévajols. Elle est incomplète (2015) car tous les noms des exécutés identifiés n'y sont pas inscrits. On y a gravé l'inscription suivante : "Ici ont été relevés les corps de 19 martyrs de la barbarie nazie".

Oskar Schiffner, adjoint de la SIPO-SD de Carcassonne, qui ordonna l'exécution des prisonniers à Baudrigues fut condamné aux travaux forcés à perpétuité le 23 mars 1953 par le tribunal de Bordeaux (Gironde). Il existe à Carcassonne une rue des martyrs de Baudrigues. Au total, treize des dix-neuf victimes — dont quatorze sûres et cinq dont la présence sur lieu de la tuerie n'a pas été à ce jour prouvée — ont été identifiées : René AVIGNON* ; Simon BATLLE* ; Gilbert BERTRAND* ; Jean BRINGER* ; Jacques BRONSON* ; Jean HIOT* ; André GROS* ; Léon JUSTE* ; Suzanne LAST* ; Aimé RAMOND* ; Pierre ROQUEFORT* ; Maurice SÉVAJOLS* ; André TORRENT*

SOURCES : DAVCC, Caen, dossiers de René Avignon, de Suzanne Last et d'André Torrent. — Arch. dép. Aude, 107 W 633, procès-verbal de brigade de gendarmerie de Carcassonne sur les lieux de l'explosion de Roullens, 28 août 1944 ; 107 W 636. — Arch. dép. Aude, 3 J 2881, dossier de documents photocopiés concernant principalement Jacques Bronson*, et plus particulièrement le manuscrit d'André Biau (s.d., peu après la fin de la guerre) : souvenirs de sa détention à Perpignan et à Carcassonne entre les 15 et 19 août 1944. — *Le Républicain*, Perpignan, 18 octobre 1944. — Lucien Maury, *La Résistance audoise (1940-1944)*, tome II, Carcassonne, Comité de l'histoire de la Résistance audoise, Carcassonne, 1980, 441 p. [p. 344, p. 396]. — Julien Allaux, *La Seconde Guerre mondiale dans l'Aude*, Épinal, Le Sapin d'or, 1986, 254 p. — Roger Lair, Claude Rivals, André Roou, Aimé Ramond*. *De Montgeard à Carcassonne, itinéraire d'un policier résistant*, préface de Julien Allaux, Montgeard, Amicale culturelle, cercle d'histoire Aimé Ramond, 1995, 137 p. [en particulier, les pp. 119-121]. — Yannis Bautreit, Jean Blanc, Sylvie Caucanas, Françoise Fassina, Geneviève Rauzy, *Résistances et clandestinité dans l'Aude, catalogue par les Archives départementales de l'Aude, présentée à Carcassonne du 11 octobre 2010 au 7 janvier 2011*, Carcassonne, Archives départementales de l'Aude, 2010, 71 p. [pp. 64-65]. — *Résistances et clandestinité dans l'Aude*, catalogue de l'exposition réalisée aux Archives départementales de l'Aude (Carcassonne), édition PDF, Carcassonne, 2010, 22 p. — Jean-Louis H Bonnet, "La Libération de Carcassonne d'après les témoins (19 et 20 août 1944), *Mémoires de l'Académie des Arts et sciences de Carcassonne*, années 2012-2015, 6e série, tome IV, volume 55, pp. 139-177. — Memorial genweb (www.memorialgenweb.org/memor...), site consulté le 16 octobre 2015.

— « Baudrigues, vision d'horreur », 14 août 2013, Musique et patrimoine de Carcassonne, <http://musiqueetpatrimoine.blogs.lindependant.com/archive/2013/08/14/20-aout-1944-baudrigues-vision-d-horreur-176357.html>, blog d'informations sur la culture, l'histoire et le patrimoine de Carcassonne, consulté le 6 mars 2014. — Site www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr consulté le 20 octobre 2015. — Discours d'hommage à Aimé Ramond, rédigé par Philippe Marchal, de la police carcassonnaise (2012) et lu ultérieurement par un élève de 1^e professionnelle du lycée Jules-Fil de Carcassonne in site www.aude.gouv.fr/IMG/pdf/RAMOND, consulté le 19 octobre 2015. — Informations complémentaires (procès de René Bach) communiquées par Jean-Louis H. Bonnet, historien (Carcassonne), novembre 2015.

André BALENT

* *
*

DOMINIQUE MABBOUX, PRÊTRE OUVRIER À SÈTE DE 1973 À 2001, TÉMOIGNAGE DE SON EXPÉRIENCE¹

Le Midi Rouge a ouvert un champ de réflexion qui veut remettre dans la mémoire du mouvement ouvrier, la place occupée par les prêtres ouvriers et par l'Action catholique ouvrière². Désirant apporter une contribution à cette histoire, j'ai demandé à mon ami Dominique Mabboux Dominique qui a été un acteur de cette aventure à Sète de bien vouloir joindre son témoignage pour enrichir cette réflexion.

Après avoir hésité, il m'a fait l'amitié d'accepter, eu égard à un passé commun fait de luttes au service de la classe ouvrière. Je l'en remercie, d'autant plus que ce témoignage, il l'avait refusé à d'autres. Ce fut par des souvenirs croisés que nous avons abordé son parcours. Je le laisserai parler. L'absence d'archives personnelles de l'intéressé sera compensée par les références aux miennes.

Le parcours de Dominique Mabboux s'insère dans 30 ans d'histoire des prêtres ouvriers et développe son action dans une période de naissance et de développement de la crise économique que Gérard Duménil, directeur de recherches au CNRS qualifia ainsi³

« La période de forte croissance postérieure à la Seconde Guerre mondiale s'achève dans les années 1970, alors que les pays capitalistes avancés entrent dans une phase de crise structurelle. Les années 1980 consacrent l'émergence d'un nouvel ordre social qu'on appelle, à tort ou à raison, néolibéralisme ». Le néolibéralisme a pour objectif le rétablissement des revenus et du pouvoir des classes dominantes. En ce sens, il a été un formidable succès, particulièrement aux États-Unis. Le sommet de la pyramide des revenus a vu ses revenus s'accroître formidablement. Le néolibéralisme n'a jamais été un modèle de développement, même s'il est vendu pour tel. »

En 1976, au cœur de cette crise, les prêtres ouvriers atteignirent le nombre de 800 en France. En 2005, l'on estimait qu'il en restait encore 80 qui avait une activité professionnelle.

Leur implication dans le monde ouvrier les amènera à vivre et partager les espoirs de la classe ouvrière et en même temps vivre avec elle la période 1970 – 2000. Pour Sète et le bassin de Thau ce sera essentiellement la fermeture de l'usine Lafarge et de la Raffinerie de La Mobil à Frontignan, l'usine à Souffre, etc... A Sète le chiffre des demandeurs d'emplois au nombre de 1.410 en 1974 grimpera à

¹ Témoignage transmis le 4 novembre 2015.

² Anne Laure Roul, « L'Action catholique ouvrière dans le Gard de 1950 aux années 1980 », *Le Midi Rouge* n° 25, juin 2015, pp. 20-25.

³ Gérard Duménil, Directeur de recherches au CNRS, économiste et co-responsable scientifique, interviewé dans *L'Humanité* du 30 septembre 2004 à la suite du congrès Marx International IV « L'impérialisme états-unien » est, en dépit de sa puissance, « miné par ses propres dérives internes ».

6.000 en 1989, après avoir atteint 3.400 en 1983. Le taux de chômage en France passa quant à lui, de 2,6% en 1976 à près de 10 % en 1985.

* * *

Dominique Mabboux est né le 7 octobre 1941 à Sallanches (Haute-Savoie). Il est le fils de Gabriel Mabboux, né le 14 juillet 1910 à Saint-Roch (Haute-Savoie) et de Thérèse Pezet née le 9 novembre 1916 à Saint-Roch. La commune de Saint-Roch fut rattachée à Sallanches en 1971.

« Comment écrire mon immersion en classe ouvrière après l'avoir quittée en 2001 suite à ma retraite professionnelle et à une mission administrative confiée par ma Congrégation, les Missionnaires de Notre-Dame de La Salette. J'ai quitté Sète sans aucun document, avec seulement une valise ne contenant que trois ouvrages.

Ma première expérience du monde du travail m'a été transmise par mon papa, métallurgiste, tourneur, dans la haute vallée de l'Arve (Haute-Savoie), engagé à la CFTC, membre d'une coopérative ouvrière alimentaire, distribuant les tracts du MRP et apportant, à la maison, par ses habits, cette odeur d'huile du décolletage Une odeur d'ailleurs non désagréable. Ses bleus lavés évidemment par maman, au lavoir et à la main, ainsi que le linge de la fratrie (6 garçons et 2 filles).

J'ai effleuré l'éducation populaire en adhérent, avec mes frères, au Club alpin français, où les plus grands, les aînés, initiaient les nouveaux dans une ambiance de découverte de la montagne, de la nature, des personnes et du vivre ensemble.

Ordonné prêtre en juin 1969 et nommé à la paroisse du Sacré-Cœur de Sète, j'avais la responsabilité pastorale au Château-Vert, quartier tout récent, inauguré en 1964, où des familles modestes pouvaient désormais accéder à la propriété. J'y ai exercé par ailleurs la présidence de la maison de jeunes et de la culture suite au départ d'un infatigable cheminot Jean Simon.

C'est alors que le corps ecclésial de Sète a pris en compte le décret pontifical du 7 décembre 1965 reconnaissant « opportun le ministère pastoral du travail et du partage de la condition ouvrière par les prêtres engagés ».

Ce fut un événement important, car il faut rappeler qu'après 1945, un certain nombre de prêtres avaient commencé à vivre leur ministère en usine. Pour eux, leur présence était nécessaire dans ces lieux afin de rétablir le contact entre l'Église et les travailleurs. Cette immersion, les amena à partager les combats et beaucoup d'aspirations des ouvriers, leurs collègues. Vivant entièrement leurs engagements, ils rejoignirent des associations, des syndicats (essentiellement la CGT) et pour plusieurs des partis politiques. Ils manifestaient aux côtés du Parti communiste sans en être membres, en dépit d'un décret du Vatican de juillet 1949 qui le leur interdisait.

Au cours d'une manifestation contre le général Ridgway, le 28 mai 1952¹, la police fit subir aux pères Bouyer et Cagne de mauvais traitements. La grande presse s'empara de l'incident et les deux prêtres rendirent publique leur propre version de l'affaire. Cette situation scandalisa les catholiques du Mouvement républicain populaire (MRP) alors au pouvoir, mais les quelques militants progressistes du MRP défendirent les prêtres ouvriers².

La même année 1952, l'écrivain chrétien, Gilbert Cesbron popularisa l'histoire des prêtres ouvriers dans son roman *Les saints vont en enfer*.

Dans ce contexte de guerre froide, le pape Pie XII décida en 1954 d'arrêter l'expérience des prêtres ouvriers, de crainte, alors, de leur imprégnation par le Parti communiste français. Il leur demanda de se retirer des usines.

La situation se retourna en 1965, après le concile de Vatican II. Le pape Paul VI autorisa à nouveau aux prêtres le travail dans les usines. Ils furent alors organisés sous la responsabilité de la Mission ouvrière.

¹ Manifestation contre le général américain Ridgway, en protestation contre sa venue en France, Accusé par les communistes d'utiliser des armes bactériologiques en Corée.

² Oscar L. Cole-Arnal, *Prêtres en bleu de chauffe*, Paris, Éditions ouvrières, 1992.

https://books.google.fr/books?id=cluJXAQx_UC&pg=PA181&dq=pr%C3%AAtres+ouvriers+et+manifestation+s+contre+ridgway&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKewjovNnj4aPJAhUHyrQKHVDxBfwQ6AEIIDA#v=onepage&q=pr%C3%AAtres%20ouvriers%20et%20manifestations%20contre%20ridgway&f=false

Dominique Mabboux poursuit : « Dans cette mouvance, avec la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne), l'ACO (action catholique ouvrière), se situaient nombre de laïcs de Sète et du Bassin de Thau, ainsi que des prêtres, tels Bernard Lassalvy (militant du Mouvement de la Paix), Yves Pagan, Jean-Marc Socquet, Jean-Claude Baudouin ainsi que des religieuses, les Petites sœurs de l'Assomption (les dockers CGT s'étaient opposés à leur expulsion, en 1905, par pétition et démarche auprès de la préfecture...) et les sœurs de Saint-François, telle Monique de Meulemester qui travailla à la confiserie d'olives Crespo à Sète et fut militante de la CFDT.

L'évêque de Montpellier, le Père Louis Boffet, décida d'envoyer deux prêtres au travail : l'un dans l'industrie (Dominique Mabboux) et un autre, en pleine mer, Jean-Claude Baudouin en tant que matelot-pêcheur, engagé à la CFDT. Il était très camarade de Mimi Liberti* (pêcheur CGT) ... ayant vécu des oppositions assez « délicates » et orageuses avec les « gros » patrons pêcheurs de Sète. »

Du 13 novembre 1972 au 31 janvier 1974, Dominique Mabboux travailla à mi-temps comme agent de nettoyage pour une entreprise sétoise. Le 23 septembre 1977, avec Pierre Leroux¹ ils « débarquèrent » dans le quartier de l'Île de Thau à Sète. Ils s'installèrent tout d'abord au 4^e étage de l'escalier 34 dans le bâtiment appelé le Lamparo. En janvier 1984, ils intégrèrent l'église Notre-Dame de Thau.

L'engagement de Dominique Mabboux en tant que prêtre ouvrier (PO) répondit à un appel de la part des chrétiens de l'Île de Thau, qui ne pouvaient qu'imaginer un engagement en classe ouvrière de l'un de leurs deux prêtres nommés dans le quartier.... Dominique précise : « Pierre Le Roux étant plus présent à la pastorale quotidienne du quartier dans le cadre d'un engagement associatif avec les diverses forces et sensibilités politiques et autres des habitants et militants du quartier. »

Il nous fait un état des lieux de l'organisation chrétienne en classe ouvrière : « Faiblement et continuellement, l'ACO et la JOC furent toujours présentes à Sète et sur le Bassin. J'évite de nommer, car ne voulant ni froisser, ni oublier ou être incomplet. Dans le quartier du Château-Vert, je participais à une équipe ACO de quartier, à cette occasion je me rappelle une rencontre avec l'une des cellules PCF, animée par Gilles Salvat*, conseiller municipal PCF à la culture. À l'Île de Thau, j'avais également lancé une équipe ACO (« entreprendre la Vie ») avec comme objectif de « reprendre, ressaisir, re-méditer la vie collective et communautaire afin de la relire sous le regard de l'Évangile et de se conforter ainsi dans nos divers engagements ». Des équipes se réunissaient également à Frontignan, à Balaruc. »

Une fois situé ce cadre, venons-en aux expériences professionnelles de Dominique Mabboux. Expériences qui l'amènèrent à l'action syndicale.

1974, confiserie d'olives Marcel Gras :

Le 23 septembre 1974, il fut embauché comme manutentionnaire à plein temps dans une entreprise de conserverie d'olives, Marcel Gras. Dominique Mabboux se rappelle ce que lui a apporté son immersion dans cette entreprise. Ce qui frappe dans son récit, c'est la référence permanente à sa sensibilité olfactive. Probablement marquée par sa vie montagnarde et par les odeurs propres au travail de son père, métallurgiste, « apportant, à la maison, par ses habits, cette odeur d'huile du décolletage Une odeur d'ailleurs non désagréable ».

« Ce fut une découverte dans mon corps et ma peau de la classe ouvrière et en l'occurrence ces odeurs d'olive, de saumure ; le travail à la chaîne, le rendement, les bordelaises provenant du Maroc, la compétitivité avec les autres conserveries, Crespo, Delieuze ; l'encadrement familial ; les combines de solidarité de la part de certains ouvriers pour mettre en panne les chaînes afin de permettre aux filles de souffler.

Téméraire, je suis monté à la Bourse du Travail demander ma carte CGT. J'ai rencontré Jean-Marie Fassanaro et Jacques Selles* dans leur bureau, face à face, impressionnants. Ils m'ont rétorqué qu'ils étaient dans l'incapacité de me faire une carte syndicale, mais qu'ils étaient disposés à la confier à une section syndicale. J'ai compris. J'ai sollicité la Maison des Jeunes et de la Culture du quartier des Quatre-Ponts, située pas très loin de l'entreprise, pour l'utilisation d'une salle afin de tenir une Assemblée générale des « Marcel Gras ». Ce ne fut pas évident mais nous avons pu y

¹ Pierre Leroux est né le 7 février 1935 à Port-Launay dans le Finistère (Bretagne). Il est décédé le 27 janvier 2015 à Sète des suites d'une longue maladie.

effectuer une AG en présence de Fassanaro et de Jeannot Bayle (ouvrier chez Marcel Gras) ... et la vie syndicale est partie. »

Le 9 juillet 1977, un communiqué dans le journal *La Marseillaise* fait état de rumeurs concernant l'éventuelle interruption d'activité de l'entreprise sétoise Marcel Gras. Ces menaces sont prises au sérieux car elles font écho aux mesures de licenciement annoncées, la semaine précédente dans une autre conserverie d'olives sétoise, Comolive.

Le 21 juillet, l'Union locale CGT publia un communiqué relatant d'une part la réponse de la direction de l'entreprise qu'elle avait interpellée et d'autre part la décision du tribunal de commerce de Sète. La direction faisait part de son « *inquiétude sur le devenir de l'entreprise* ». Quant au tribunal de commerce, il avait en date du 19 juillet prononcé la liquidation judiciaire de la société et ordonné à celle-ci, la fermeture du fonds de commerce. Devant cet état de fait l'UL-CGT concluait son communiqué ainsi : « *Devant cette situation dramatique qui frappe une cinquantaine de personnes, s'adressant au Tribunal de commerce elle poursuivait, nous vous demandons l'organisation d'une table ronde, au cours de laquelle pourraient être examinés, les moyens propres au maintien de l'emploi dans cette entreprise.* »¹

Début août, la nouvelle tomba avec l'annonce du licenciement des 49 ouvriers et ouvrières, de 47 VRP et 22 mandataires. Devant cette sentence, l'Union locale CGT dénonça l'attitude des pouvoirs publics qui avaient proposé de maintenir en activité l'entreprise et de reclasser 15 ouvriers licenciés. L'occupation de l'entreprise fut décidée.



Photo *La Marseillaise*

Dominique Mabboux est le deuxième parmi les accroupis, à partir de la gauche, lunettes et chemise à carreaux)

Dominique déclina ce que furent les objectifs du mouvement d'occupation : information à la population, aux communautés ecclésiales, ACO, JOC etc. Portes ouvertes et accueil de la population ; démarches collectives à l'ANPE et ASSEDIC ; rester ensemble jusqu'au solde de tout compte ; préparer l'avenir par la recherche d'emplois et par diverses formations ; apprendre à monter des dossiers, à remplir des questionnaires, à effectuer un CV etc...

« Je me suis rendu compte que la classe ouvrière n'était pas analphabète (je le savais déjà) »

Durant cette occupation l'Union Locale CGT fut très active, les soutiens du PCF et d'autres entreprises se manifestèrent concrètement. Le 19 août 1977 paraissait un communiqué de l'ACO, la JOC et La JOCF² :

« Depuis plusieurs semaines des familles ouvrières sétoises sont dans l'angoisse : la situation de l'emploi se dégrade, des petites ou moyennes entreprises ferment ou licencient.

Des chrétiens, engagés en classe ouvrière, se sont rencontrés pour partager ensemble le sens et l'enjeu de la lutte poursuivie par les travailleurs pour sauvegarder l'emploi. Suit un rappel des entreprises en difficulté et les différentes démarches effectuées, en vain, pour trouver des solutions

¹ *La Marseillaise* du 21 juillet 1977.

² *La Marseillaise* du 19 août 1977

auprès des pouvoirs publics. Le communiqué se poursuit en précisant l'engagement chrétien : « *Nous, militants de l'ACO, jeunes de la JOC et de la JOCF, prêtres et religieuses (Concernées par la Conserverie Comolive) au travail, engagés dans les diverses organisation syndicales et politiques nous ne pouvons pas être d'accord.*

Nous dénonçons : le système de société basé sur le seul profit dans lequel nous sommes engagés et où le plus fort a le droit, sinon le devoir d'écraser le plus petit, et où le profit passe avant la dignité de l'homme. [...] ». Les cadences surhumaines sont également dénoncées, de même que l'absence de plan social pour reclasser les personnels. Le caractère démagogique du pouvoir fait partie aussi des griefs énoncés. Il est utile cependant de reprendre les derniers paragraphes de leur déclaration qui précisent la nature de leur engagement dans ces luttes et les espoirs qu'ils formulent :

« Attentifs à la prise de conscience ouvrière se forgeant au cours d'un combat quotidien au coude à coude. Emmerveillés par tous ces travailleurs étrangers qui parfois sont les plus mobilisés dans la lutte, alors que la condition qui leur est faite en France est des plus précaires. Espérant que tout sera fait par les pouvoirs publics, mais aussi par les responsables concernés, pour que toutes ces familles n'aient pas à souffrir de l'indifférence ou de l'incompétence de quelques exploiters :

Nous affirmons : que doit cesser l'exploitation de l'homme par l'homme ; qu'il faut arracher le monde à la fatalité et à la domination du profit ; qu'il faut hâter la venue d'une société plus juste et plus fraternelle où chacun travaillera au bonheur de tous. »

Durant les périodes de chômage, Dominique Mabboux participa à l'activité du comité chômeur CGT de l'Union locale de Sète. En contact régulier avec les chômeurs pointant dans les locaux situés route de Montpellier.

Il effectua des missions en intérim et il déclara : « *mon corps a peiné à la COFAZ (Engrais chimiques), en chargeant les sacs d'engrais dans les wagons, à la tonne et au rendement. Il en fut de même à la Mobil, au nettoyage des cuves de fioul, enfermé et ne pouvant sortir que par les souricières.*

J'en ai profité pour effectuer certaines formations ou sessions ecclésiales dans la mouvance de la « spiritualité » et de l'engagement des Prêtres Ouvriers de la région PACA. D'ailleurs nous nous sommes toujours réunis régulièrement, avec paiement d'une cotisation (là aussi). »

1979, Indubois :

Il fut embauché comme cariste dans cette entreprise, le 30 octobre 1979. Il y resta jusqu'au 31 juillet 1980. Mais comme il le déclara : « *En fin d'année, j'ai pris le risque de m'incruster dans la scierie pour accompagner les camarades lors de la fermeture et des licenciements économiques »*

Indubois était une entreprise internationale avec une antenne à Sète, matérialisée par une scierie « à façon » ; elle employait une quinzaine d'ouvriers. La CGT était représentée par Salvador Moreso et 95 % des ouvriers y étaient syndiqués. Le syndicat était sensible aux conditions de travail, vu que tout le personnel était posté à des machines plutôt dangereuses. La direction danoise représentée par M. Petersen, privilégiait plus la finance, le commerce que le traitement des billes de bois, des grumes, arrivant principalement d'Afrique Centrale. L'odeur d'une scierie était assez particulière car chaque grume sciée transmet son parfum. Le Framiré n'a pas la même odeur que le Nyangon. À l'odeur, nous détectons la marque du bois débité.

« Avec Salvador Moreso, nous avons eu le souci d'aller à la rencontre des autres scieries, principalement Midi Bois (Gautier) et La Passerelle de Frontignan. C'est ainsi qu'est née une mini « UL-CGT Bois ». Nous avons eu du fil à retordre à Midi Bois. Le patron de Midi Bois, siégeant au conseil des Prud'hommes « pour contrer la CGT », était renommé pour son sectarisme viscéral anti syndical. »

Cette multinationale (Indubois), possédant une flotte de bateaux de par le monde, décida de se séparer, de se débarrasser de cette scierie pour se concentrer essentiellement sur le commerce international. Le 13 novembre 1980, six ouvriers étaient mis en chômage partiel pour une période quinze jours. Devant cette situation, début décembre, une occupation de quelques semaines fut décidée, occupation encouragée et jumelée à celle des ouvriers de l'entreprise d'électricité Capelle, le syndicat CGT de cette entreprise était dirigé alors par Raymond Félicès.



Photo *La Marseillaise*, 6 décembre 1980

La photo ci-dessus montre, Gilbert Martelli*, Maire (PCF) qui dialogue avec les travailleurs d'Indubois qui occupaient l'usine. Dominique Mabboux écoute, attentif, derrière le bureau. Cette rencontre suivie d'autres avec des délégations diverses, ne fut pas du goût de la direction qui, le 11 décembre se fendit d'un communiqué¹ sous le titre de *Mise en garde de la direction* :

« *La direction d'Indubois informe le public que toute personne étrangère à notre entreprise, pénétrant dans nos lieux de travail, sans autorisation de notre part, se met en infraction avec la loi. En conséquence, nous pourrions être amenés à entamer des poursuites en cas de violation de propriété et nous déclinons toute responsabilité en cas d'incident ou d'accident pouvant survenir dans de telles circonstances.* »

Cette occupation était essentiellement motivée pour dénoncer ce scandale d'abandon d'activité industrielle. Elle a eu le soutien de la population, des élus de gauche, des diverses centrales syndicales et même de FO. Le 19 décembre 1980, parmi les différentes prises de position², le bureau des prêtres de Sète-Frontignan écrivait dans une lettre adressée aux travailleurs « *Nous ne pouvons pas nous taire, cela nous empêcherait d'entendre la parole de Dieu à Moïse dans la Bible. J'ai vu la misère de mon peuple et j'ai entendu son cri [...]. Nous disons non au chômage. Il faut l'enrayer par tous les moyens. Nous nous sentons solidaires de tous ceux qui luttent pour le respect de tout homme.* »

Le lendemain, une prise de position³ de l'Action catholique ouvrière, de la Jeunesse ouvrière chrétienne et de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine était plus précise et mettait l'accent sur les responsables de la condition ouvrière : « *Face aux licenciements chez Indubois, Capelle, COFAZ (Chimiques), Roly (Textile) qui vont encore grossir le lot des chômeurs. Face à l'emprise du grand capital sur la société et le pouvoir. Face au peu de débouchés pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail [...], nous membres de l'ACO, jeunes de la JOC et de la JOCF, prêtres et religieux au travail, engagés dans les diverses organisations syndicales et politiques, solidaires de tous ces travailleurs qui luttent pour garder leur outil de travail, élément de leur dignité, attentifs à la solidarité ouvrière qui naît à travers ces conflits, affirmons qu'il faut arracher le monde à la fatalité et à l'emprise du grand capital, qu'il faut promouvoir un monde nouveau où l'Homme pourra s'épanouir [...]* ».

Les mots sont rudes et la condamnation précise.

Dominique Mabboux garde le souvenir de la manifestation aux accents populaires et familiaux. Partie de l'entreprise Capelle pour se diriger au siège de la société Indubois, cette manifestation était impulsée par l'Union locale CGT.

Durant cette occupation, la préoccupation du syndicat aura été de travailler essentiellement au reclassement des travailleurs, avec le soutien de l'AFPA en vue de plusieurs formations payées par les ASSEDIC, afin d'ouvrir les portes à d'autres métiers. Ce fut une réussite.

¹ *Midi-Libre*, 11 décembre 1980.

² *La Marseillaise*, 19 décembre 1980.

³ *La Marseillaise*, 20 décembre 1980.

Pour rendre les clefs de la scierie, Dominique se rappelle : « nous avons négocié très sévèrement et hautement les primes de départ non conventionnelles. »

Le temps de chômage après Indubois lui a permis une insertion plus « cool » dans le quartier de l'Île de Thau. Le projet de construction de l'église « Notre-Dame de Thau » était en route. Il réalisa, avec Pierre Leroux, qu'il faut deux à trois fois plus de temps pour imaginer une telle structure que pour la construire. L'inauguration eut lieu en 1983. Cette église fut alors un lieu ouvert à la vie associative du quartier et ses locaux accueillirent de nombreux stages de formation syndicale CGT.

1982, l'hôpital de Sète :

Le 1^{er} juillet 1982 Dominique intégra l'hôpital de Sète, situé alors au centre-ville, dans de vieux bâtiments. Il officia aux cuisines et fut titularisé comme ouvrier professionnel spécialisé le 1^{er} octobre 1984. Il cessa son activité le 7 octobre 2001. Aux cuisines se trouvait alors Bernard Hirel, militant CGT. Voici ce qu'il en dit :

« Nous sommes dans une période récente que je survolerai en relevant quelques points forts de la CGT (catégories C et D) :

Le maintien dans le service public des cuisines de l'hôpital, nourri par une conviction syndicale d'une appropriation des nouvelles technologies dans le respect et la mise en place de la « marche en avant », articulé à une stricte formation continue du personnel cuisinier.

Une attention plus particulière au corps des Aides-Soignantes en exigeant la création de l'école des aides-soignants lors de l'ouverture du nouvel hôpital en 1985, ainsi que la lutte permanente pour intégrer les 10% de prime au salaire (retraites), et la reconnaissance, par la fonction publique, de leur diplôme, le CAFAS.

Une vigilance vis-à-vis de l'emploi de certaines expressions recouvrant des idéologies particulières, tel le fait de vouloir nous imposer l'utilisation de « client » à la place de « malade ». Nous avons subi l'interpellation de la « direction des ressources humaines ». Durant ces 20 années de présence à l'hôpital, le syndicat CGT m'a confié un ½ temps syndical que j'ai utilisé en tant que secrétaire syndical de la section hospitalière et au service de l'UL-CGT en cheminant avec Raymond Félicès¹. »

Bataille pour la Bourse du Travail :

En novembre 1984, Le nouveau maire, Yves Marchand (UDF) élu en mars 1983, voulut marquer ses premiers actes contre les travailleurs et leurs organisations. Il proposa, lors du conseil municipal du 27 novembre 1984 que « La CGT et la CFDT aillent aux abattoirs ». Tout un symbole. Pour habiller son projet, il voulait utiliser les locaux de la Bourse pour déménager la bibliothèque municipale, alors à l'étroit dans le bâtiment de l'hôtel de ville.

Aussitôt le conseil d'administration de la Bourse, présidé par Michel Rideau, organisa la riposte avec les syndicats et les associations utilisatrices des locaux. Le slogan « La Bourse c'est la vie » fut au centre du bras de fer qui s'engagea alors, sous la houlette d'un comité de soutien.

Cependant le maire supprima la subvention jusqu'ici allouée à la Bourse du travail pour son fonctionnement. La mairie ne paya pas les factures d'EDF, alors que le contrat était au nom de la mairie de Sète. EDF, décida malgré tout d'assigner la Bourse en référé le 1^{er} octobre 1987, afin d'obtenir une décision de justice ordonnant la coupure de courant. EDF fut déboutée. Malgré cela, en catimini, avant 8 heures du matin, le 28 juin 1988 EDF fit couper le courant.

Dominique se souvient : « cette situation nous a obligé à transférer le siège de la Bourse, durant quelques semaines, dans les locaux d'EDF à La Peyrade... nouveaux locaux d'accueil et de travail, gardés et occupés jour et nuit, au bonheur du personnel de ONET car nous lui avions promis d'effectuer quotidiennement le ménage. »

Le 3 juillet, une manifestation fut organisée à l'issue de laquelle des militants rétablirent le courant.

¹ Raymond Félicès était devenu secrétaire de l'Union locale CGT de Sète en 1981 et fut membre du bureau de l'Union départementale CGT. Il est mort le 10 juillet 1998 à Sète alors qu'il était conseiller municipal et conseiller général depuis juin 1997.

Dominique poursuit : « Michel Rideau m'avait sollicité pour le remplacer à la responsabilité de secrétaire de la Bourse du Travail lors du conflit suscité par la municipalité Marchand quand celui-ci désirait nous déménager aux abattoirs.

Ce fut alors que Monseigneur Louis Boffet, Evêque de Montpellier, me convoquait pour m'interpeller, suite à des comptes rendus malveillants de certaines personnes de Sète, pour me dire : « Père, je comprends et je souscris à ton ministère de prêtre ouvrier, à ton engagement syndical, y compris toutes ses conséquences. Mais là, (en parlant de la Bourse du Travail), il s'agit pour toi de défendre des pierres et un bâtiment... Je ne comprends pas.

Pour la municipalité Marchand, outre sa haine viscérale des organisations ouvrières et spécialement la CGT, il s'agissait également d'en profiter pour effectuer une juteuse opération immobilière. »



Photo La Marseillaise : Dominique Mabboux aux côtés de Raymond Félicès, pendant une prise de parole lors des manifestations qui se déroulèrent pour la Bourse du Travail

La bataille pour conserver la Bourse du travail dura encore quelques années, pour être définitivement réglée qu'avec l'élection de François Liberti* en juin 1995. De cette expérience, Dominique Mabboux dit :

« En tant que secrétaire, membre d'une équipe élue (la fidélité, ça compte), il nous a fallu, bien sûr, gérer l'attribution des salles... mais accueillir également ces organisations et associations « pestiférées » trouvant nul endroit pour se réunir.

La Bourse du Travail a toujours représenté pour moi cet accueil, ce brassage d'idées, de convictions, ancrées dans une Histoire (et quelle Histoire !), une Culture (et quelle Culture !) aux sources du syndicalisme. Revenir aux sources (et c'est important) nous conforte dans nos convictions et nos engagements présents pour mieux appréhender l'AVENIR. »

Union locale CGT, responsabilités et luttes :

Dominique fut membre du bureau de l'UL-CGT, chargé de la formation syndicale avec la participation de Jacques Blin.

Il fut élu conseiller prud'homme dans le collège ouvrier en 1975, devenant ainsi comme il le dit « avocat des pauvres ». Cette élection lui vaudra d'être responsable de la formation des conseillers prud'hommes en intégrant les militants du conseil de Lodève-Bédarieux. Il fut conseiller prud'homme jusqu'en 1992.

Il fut administrateur à la Caisse d'Allocations Familiales. En tant qu'administrateur de la CAF, il a œuvré pour que le lieu d'éducation populaire « La Paix Niche », agissant sur le quartier de l'Île de Thau soit reconnue « Centre social » par cet organisme.

Il a aussi siégé au conseil d'administration de l'OP HLM de Sète.

Il fut membre des conseils d'administration des AGEFOS, de l'URSSAF avec Raymond Félicès et Jean-Marie Fassanaro ; membre des institutions administratives du Centre de formation des apprentis et du LEP Joliot-Curie à Sète.

Dominique se souvient des luttes menées et d'étapes qui ont marqué son parcours. Luttes et étapes que nous avons partagées et qui me permettent aujourd'hui de témoigner, à ses côtés et d'étayer les faits et les actes par mes archives personnelles. Je le laisse évoquer, en vrac, les souvenirs qui ressurgissent :

« Nouvellement élus, (Conseillers prud'hommes) en délibéré, nous étions plus dans un rapport de force, de lutte de classe que de réflexion sur la situation exacte du salarié demandeur. Il nous a fallu du temps pour comprendre le mécanisme du code du travail, ses diverses jurisprudences et l'administration judiciaire. Parfois les empoignades avec les employeurs étaient limite. Fassanaro s'est chargé de nous former. Je me souviens de notre première formation effectuée à l'université théologique protestante de Montpellier durant une semaine. Edgar Bocage nous a énormément aidés, conseillés, appris à rédiger en outrepassant son rôle de greffier en chef. À cette époque, vu que seule la CGT a fait campagne et a mesuré l'enjeu, nous avons récupéré 80% des sièges (à vérifier aussi). Le comité des chômeurs CGT s'est beaucoup investi pour encourager les chômeurs à effectuer une démarche personnelle pour s'inscrire.

Avec l'UL-CGT, j'ai (nous avons) également été proche des luttes des travailleurs, c'est la période de Raymond Félicès alors que j'étais au bureau de l'UL CGT avec lui :

Commençons par Lafarge ... suite à une décision d'arrêt définitif du four de fabrication et de délocalisation de la production au bord du Rhône (le lieu ?). J'ai connu des familles dans l'obligation de déménager et en particulier une aide-soignante de l'Hélio Marin (Juju) obligée de quitter son emploi pour suivre son mari et ses enfants (sans commentaire). Les assemblées générales s'effectuaient dans le petit local du comité d'entreprise sous la vigilance de Robustelli (intervenant également durant les stages moyens de formation de l'UL-CGT ... au niveau économique). Pour se défouler, exprimer notre colère, et sensibiliser la population, nous (les travailleurs de Lafarge et l'UL-CGT) avons déversé une tonne de ciment dans les rues de Sète, durant une nuit. Nous avons pu échapper à la vigilance de la police et le camarade qui est venu avec le camion de son entreprise n'a pas été ennuyé.

Sur le port, avec les dockers, nous (UL CGT) avons été très fermes dans notre opposition et notre refus de la construction d'un terminal spécifique devant accueillir un bateau usine, une cimenterie flottante en provenance de la Grèce. Nous avons effectué une descente dans le port, vite rattrapés par la police et les renseignements généraux. Les dockers ont très mal apprécié cette intrusion des forces de police sur leur territoire.

Cette tonne de ciment déversée et cette descente dans le port est la face visible de l'iceberg, parce que, pour en arriver à ce stade, les solutions de négociation s'étaient réduites.

Puisque nous sommes sur le port, parlons de cette usine à huile (merdique) où nous avons toujours eu des difficultés à structurer la CGT (malgré tout, existante) à cause d'un patronat ne possédant aucune volonté de dialogue social ... non seulement il n'en possédait pas, mais il n'en voulait absolument pas ... allant jusqu'à refuser de nous rencontrer. Nous sommes intervenus, entre-autre, pour décider et déchaîner le militant CGT qui s'était enchaîné, durant une journée, aux grilles de l'entreprise, empêchant le transit des camions et manifestant contre un plan de licenciement. (Ouf ! pour sa famille).

Nous avons suivi une importante grève des travailleurs de la Kaiser. Le camarade Arnaud, de Poussan, était délégué CGT (il fut d'ailleurs un très bon juge prud'homal). Il s'agissait d'une restructuration industrielle avec un manque de perspective pour les ouvriers. Ce fut chaud et imprévisible, avec, en plus, une zizanie avec le syndicat maison.

L'usine du soufre de Frontignan nous a créé beaucoup de souci ... surtout la phase finale marquée par notre soutien assez délicat aux travailleurs en grève de la faim. (Nous étions un peu désarçonnés).

Nous avons été témoins de beaucoup de souffrance lors de la fermeture de la Mobil. Ce fut douloureux pour la population, les employés et leurs familles. Je me souviens encore du dernier appel de la sirène.

Parlons d'une grève assez sulfureuse à Midi Bois, chez Gauthier, pour une augmentation et une révision des grilles de salaires. ... il y a eu des résultats.

Nous avons une surveillance méticuleuse de la production de la Cofaz afin de préserver les emplois et j'ai encore en mémoire cette présence auprès de Gérard Escot luttant, avec les ouvriers et la CGT, au maintien de l'activité de la seconde unité.

Roly (Entreprise de confection de vêtements, plus connu sous le nom d'entreprise Boyé) a toujours été sous haute surveillance de l'UL-CGT ainsi que Prisunic (magasins). Je me souviens que nous avons organisé une distribution de boissons chaudes aux employées, dans la rue et sur le trottoir, à l'occasion d'une grève, pour soutenir une négociation, en période hivernale.

La fermeture de la scierie « La Passerelle » de Frontignan s'est assez bien négociée, si l'on peut dire. Nous avons passé du temps à prospecter des reclassements et à entrevoir de nouvelles formations professionnelles.

Coordinateur sur le bassin de Thau, avec Jean-Marie Fassanaro et d'autres, de la lutte des mineurs d'Alès (1980) : arrêts de trains de charbon (2 fois) en pleine nuit, ouverture des conteneurs et déversement du charbon sur les rails. Ce charbon venait du Tarn pour alimenter la centrale de Gardanne.

Défense des marins de commerce, avec Casimir Liberti (secrétaire du syndicat des marins) — ce fut mon baptême du feu, avec mon anglais — débarqués, en escale et non payés depuis des mois. Nous fumions à tout va pour importuner et enfumer le capitaine, dans sa cabine, et pour lui faire lâcher prise.*

En tant qu'administrateur au LEP Joliot-Curie, j'ai eu le plaisir de faire réintégrer la section chaudronnerie dans le cursus de l'apprentissage. À noter également une attention toute particulière aux diverses sections d'apprentissage du lycée de la Mer (avec un bon et sympathique syndicat CGT), en allant secouer régulièrement l'administration maritime, nous poussant à aller jusqu'à occuper un bateau de commerce étranger pour se rappeler à leurs bons souvenirs.

Je pense que je peux mettre dans ce registre tout ce travail de mémoire effectué avec Jacques Blin. Il s'agit de notre mémoire à l'occasion du 100^e anniversaire de la Bourse du Travail de Sète (2002) qui nous a obligé à « parcourir » les archives municipales et départementales ... un parcours du combattant.

Les grèves de 1995 m'ont impressionné. Elles s'amplifiaient de jour en jour.

Cette vie en classe ouvrière m'a énormément enrichi, façonné et construit. Merci. J'ai découvert, concrètement, tout un peuple, ainsi que le marxisme avec son analyse économique que j'ai digérée lentement avec le goût de l'Évangile. »

Riche parcours d'un prêtre engagé en classe ouvrière. Ce témoignage vient apporter une matière concrète à l'étude sur l'Action catholique ouvrière et sur l'histoire de ces prêtres « engagés ».

Pour conclure ce témoignage :

Yonnel Liégeois, journaliste, commentant le travail de Gérard Mordillat relatif aux prêtres ouvriers, donnera la parole à Antoine¹, prêtre ouvrier dans le bâtiment. La réflexion d'Antoine résume en quelques mots le propos de cet article :

« Cette présence au monde sans prosélytisme, ce partage du travail, ce regard d'amour posé sur celui qui nous est proche, étranger ou différent : ils y reconnaissent un peu, beaucoup, passionnément de leur vie à l'usine, sur le chantier ou dans le quartier. De cette vie en communauté aussi, à leur manière : en « Mission ouvrière » avec les laïcs, jeunes militants de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) ou adultes de l'ACO (Action catholique ouvrière). Fraternité, solidarité, gratuité : trois maîtres mots dans l'histoire du mouvement ouvrier, trois maîtres mots dans le cœur de ces hommes d'Église en bleu de chauffe ! Si Antoine ne regrette rien de sa vie, il constate cependant avec une pointe d'amertume que peu de jeunes prêtres s'engagent aujourd'hui dans ce type de ministère. D'autant que les autorités actuelles de l'Église, tant en France qu'à Rome, ne semblent guère enclines à encourager ce type de vocation. « Et pourtant le travail, c'est sain, c'est saint ! Moi qui ai passé ma vie dans le bâtiment à travailler la pierre, je puis l'affirmer : la pierre est belle ». Sur les 350 prêtres-ouvriers identifiés comme tels dans l'hexagone, ils ne sont plus qu'une trentaine en activité : presque une race en voie de disparition ! ».

Jacques BLIN

¹ *Chantiers de culture* : un point de vue de Yonnel Liégeois à propos du livre de Gérard Mordillat avec des photos de Joël Payrou, *Les invisibles, portraits de prêtres ouvriers*, Les Éditions de l'Atelier, octobre 2010.

Voir les sites suivants : <https://chantiersdeculture.wordpress.com/2014/06/27/pretres-ouvriers-ces-invisibles-travailleurs/> et http://davidlerouge.fr/blog/public/les_invisibles.pdf

LECTURES CHOISIES :

Nous ne nous serions jamais séparés, correspondance de Marie et Paul LOUBET, présentée et annotée par Christine DELPOUS-DARNIGE et Virginie GASCON, Cazouls-lès-Béziers, Les Éditions-du-Mont, 2016, 256 p., 22 €

Christine Delpous-Darnige, professeur agrégée d'Histoire à Agde et Virginie Gascon, archiviste dans cette même ville, ont été des chevilles ouvrières de la commémoration du centenaire de la Grande Guerre dans la cité de Terrisse. Elles ont notamment contribué au succès de la grande collecte sur la commune et à la tenue du colloque l'Agadès durant la Grande Guerre, dont les actes ont été publiés par le GRHISTA (Groupe de Recherche Historique Agathois) sous la direction de Jean Sagnes en 2015. C'est au cours de ces recherches qu'elles ont pu mettre la main sur une pépite archivistique : une correspondance suivie de 1915 à 1918 entre un mari prisonnier de guerre et sa femme vivant à Agde. Un coup de chance inespéré dans la mesure où le paquet rassemblant les lettres a été sauvé de la déchetterie par un collectionneur avisé qui a ensuite confié le précieux objet aux rédactrices.

S'en est suivi un remarquable travail de transcription, de présentation contextuelle et d'annotation par les deux auteures qui ont ainsi pu souligner les apports de cet ensemble rare. En effet, disposer d'une correspondance de cette nature est assez peu courant. Ainsi, ce sont près de 318 courriers, près de 1000 pages en ce qui concerne Marie Loubet, qui constituent le corpus dans lequel 200 lettres ont été sélectionnées. Qui plus est, la situation du couple est également particulière puisque Paul, qui ne monte au front qu'en 1915, est fait prisonnier après son premier mois de première ligne et passe le reste du conflit en captivité. En 1914, Paul et Marie Loubet avaient 30 ans et étaient les parents d'une petite fille. De condition modeste, ce couple amoureux cultivait ensemble un jardin sur les rives de l'Hérault. Rien ne préparait ces Agathois à la séparation qu'ils allaient connaître. À partir de 1915, il affronte le danger puis la captivité, elle affronte l'attente dans l'angoisse. Ce témoignage apporte donc des éclairages très neufs sur différents aspects qui intéressent l'historiographie actuelle : la question du genre ou bien encore celle des conditions de vie des prisonniers. En outre, cette correspondance, dans la lignée de Rémy Cazals et de son livre *500 témoignages*, apporte une brique supplémentaire à la connaissance de la vie des gens ordinaires face à la tourmente de la grande histoire qui les frappe, alors que dans le passé les écrits publiés étaient souvent dus à des gens de classes sociales cultivées et aisées. En effet, Paul et Marie sont jardiniers à leur compte après avoir été ouvrier d'usine et ouvrière agricole.

Dans la préface, Françoise Thébaud souligne que la publication de cette correspondance nous fait entrer dans l'intimité du couple jusqu'au plus près de leur relation amoureuse. D'ailleurs, la forte présence de la voix féminine dans cette correspondance est aussi un fait assez rare et original dans ce genre épistolier de guerre. Les auteures se sont aussi attachées à reconstituer l'environnement local et familial par la présence d'une vingtaine d'illustrations. Par ailleurs, c'est un autre apport important qui est fait par cette démarche de mise en perspective fine, celui de broser le portrait d'une petite ville méditerranéenne dans le contexte de la guerre mondiale avec le lot de difficultés rencontrées par ses habitants. La correspondance montre que la situation est moins dramatique que dans d'autres régions mais que tout de même la vie des femmes de mobilisés est très difficile. Malgré l'allocation qu'elle touche, Marie doit retourner chez ses parents, ce qui s'explique aisément lorsque l'on constate que le salaire d'une journalière équivaut à la moitié de celui d'un homme. Les auteures peuvent ainsi dire que loin d'être émancipatrice, la guerre est surtout une lourde épreuve pour ces femmes aux responsabilités décuplées. Car il faut pour Marie assurer la survie de sa famille à Agde et en même temps celle de Paul, détenu en Allemagne. Au soutien moral qui se manifeste par l'envoi de plus de 1000 pages de lettres rédigées par quelqu'un qui avait très peu écrit auparavant, s'ajoute le soutien concret et physique.

Dès ses premiers jours de présence au front et bien plus encore en captivité, dans une Allemagne soumise au blocus maritime, on voit la préoccupation de Paul au sujet de la nourriture et de l'envoi des colis. Marie en expédie plus de 200, faisant des sacrifices sur le quotidien pour assurer la survie de son mari. Les auteures estiment à près d'une tonne les envois de nourriture effectués par Marie qui postait des colis de 5 kilos en moyenne.

Cependant, il s'agit surtout d'un récit d'intimité où l'on voit le couple endurer la séparation et tenter, à travers leurs échanges, de surmonter les événements de la vie, y compris les plus tragiques, comme lors du décès du fils cadet que Paul n'a pas connu. Récit amoureux également où le couple se promet de s'embrasser follement à leurs retrouvailles. Somme toute, l'ouvrage est vivifiant car il met de la chair sur des acteurs finalement peu traités par l'historiographie. Les auteures font preuve d'une grande rigueur historique et pédagogique qui permet une compréhension du contexte et des échanges par le plus grand nombre.

Richard VASSAKOS

*

Jean-Claude RICHARD (éd.), *Krysto RAKOVSKI (1873-1941), Elisaveta RIABOVA (1869-1901) Docteurs de la Faculté de Médecine de Montpellier, Enver HOXHA (1908-1985), Etudiant à l'Université de Montpellier et ...militants révolutionnaires, Arts et Traditions Rurales, Montpellier, 2015, 411 pages.*

Le titre est tout un programme de même que la première et la quatrième de couverture. Sur fond rouge sang, le texte de la première de couverture précise les noms et dates de naissance des trois auteurs principaux en lettres blanches. La quatrième est décorée d'une faucille et d'un marteau jaunes surmontés d'une étoile jaune aussi. On se croirait presque « le matin du grand soir ». Notons que les dates de naissance et de décès de Enver Hoxha sont erronées (erreur d'impression sans doute puisqu'à l'intérieur de l'ouvrage apparaissent les dates réelles).

L'essentiel de l'ouvrage concerne Krysto (ou Kristian, entre autres graphies) Rakovsky avec en première partie sa thèse de doctorat de médecine intitulée : *De la question de l'Étiologie du crime et de la dégénérescence, précédée d'un aperçu sur les principales théories de la criminalité*, soutenue le 31 juillet 1897. S'ensuit un ensemble de documents de ou à propos de lui. La thèse s'articule autour de l'idée que la médecine ne peut se pratiquer qu'en tenant compte de la totalité de l'individu : homme physique et homme moral. Son introduction décrypte les diverses réflexions philosophiques sur l'inné et l'acquis. Vient ensuite une longue partie sur les écoles doctrinales de Criminologie. Elle précède logiquement un chapitre sur les facteurs de criminalité, avant de réfléchir sur « la question de l'Étiologie de la dégénérescence ». Après avoir défini les termes de dégénérescence et d'étiologie, Rakovsky énumère les causes de dégénérescence. Il retient alors volontairement trois facteurs : le surmenage physique et moral, les logements et la nourriture défectueuse, et enfin l'alcoolisme. Ces facteurs « sévissent surtout dans les couches inférieures de la société » qui sont majoritaires dans la population. S'en suit une description du monde du travail dans les pays industrialisés. Il y a surmenage non compensé par la nourriture ni par les conditions de logement insalubres et insuffisantes. Ajoutons le refuge naturel que devient l'alcool, et on a un terrain privilégié pour une « dégénération » que l'auteur définit comme une « déviation qui, par son origine, se rapproche de la dégénérescence, mais qui aboutit à l'adaptation de l'espèce au milieu physique et ne l'atteint pas dans ses facultés génératrices » dont les conséquences touchent l'homme sur le plan physique aussi bien individuellement que socialement. Les conclusions, étayées par de nombreuses notes sur la criminalité, font porter sur le facteur économique l'essentiel des causes des maladies comme des crimes.

Ensuite vient la thèse d'Elisaveta Riabova qui porte pour titre : *Emploi de la Sauge dans le traitement des sueurs profuses*, soutenue peu avant celle de Kristian, le 28 juillet 1897. Après avoir fait acte de botaniste, Melle Riabova présente les diverses préparations pharmaceutiques de la sauge. Puis c'est à présenter l'emploi thérapeutique de cette plante qu'elle s'attache à présenter. Vingt-quatre observations de l'utilisation de la sauge lui permettent de conclure que l'action sudorale de la plante est certaine, que son action est rapide et qu'enfin un usage prolongé, à condition de respecter les dosages, n'entraîne pas de troubles de la santé.

Cette thèse est immédiatement suivie d'une réflexion de Pierre Trinquier portant sur *Une thèse sur la sauge en 1897*. Il juge cette thèse superficielle dans le fonds et déséquilibrée dans ses parties. Mais il ajoute que les conditions de préparation étaient difficiles en ce que l'auteur participait aux

activités politiques de son compagnon. Il fait alors le point des connaissances actuelles sur la sauge, complétées par un tableau des propriétés de la sauge, ainsi d'un document complémentaire sur la famille des lamiacées.

Ces deux travaux universitaires et le commentaire de M. Trinquier précèdent huit documents sur Rakovsky. Citons, dans l'ordre, des rapports de police (issus des Archives Nationales et datés entre 1891 à 1925) ; une attestation de Clemenceau (octobre 1902) ; les années d'apprentissage d'un Ambassadeur des Soviets par J. Véran (publié en 1925 sous le titre *La vie des Peuples*) ; un débat (épistolaire) entre un proche de Jules Guesde (Charles Dumas) et Cristian Rakovsky (socialiste roumain) extrait de *Les Socialistes et la Guerre* (1915). L'autobiographie de C. Rakovsky et son complément rédigé en 1969, extraite des *Bolcheviks par eux-mêmes* (de Georges Haupt et Jean-Jacques Marie) ; un texte de C. Rakovsky sur Jean Jaurès, rédigé après la mort du Français en 1914 ; puis les souvenirs d'Anatole de Monzie qui rencontra Rakovsky à deux reprises, une première fois en 1903 ou 1904 puis en 1924 en tant qu'ambassadeur d'URSS. Une biographie de Rakovsky, Khristian Georgiévitich de Pierre Broué (extraite du *Dictionnaire biographique des Kominterniens*) clôt cette partie. Bien que l'on retrouve encore des photographies de Rakovsky plus loin.

Les rapports de police indiquent que « R. a effectué le 4 janvier une déclaration de résidence à Montpellier » et qu'il a quitté Montpellier pour Paris le 11 juillet 1896, « avec sa maîtresse, Véra ». S'agit-il de Vera Sassoulitch, qui milite à Genève auprès de Plekhanov, ou est-ce une erreur de prénom, puisque nous savons d'autre part qu'il arrive à Montpellier avec Elisaveta Riabova d'où ils repartiront ensemble ? Le rapport de police précise d'ailleurs que sa compagne est alors R. et qu'ils doivent retourner à Montpellier « incessamment ». Il semble aussi que Rakovsky a habité ou séjourné à Montpellier en 1894 et que R. a quitté Nancy pour Montpellier le 19 juillet 1895.

L'attestation de Clemenceau, sénateur radical et leader, alors, du très réformiste « bloc des gauches », vient appuyer la demande de naturalisation demandée en 1901 par K. Rakovsky-Insarow. Cette demande aurait dû être acceptée si certaines objections de la préfecture de police ne l'avaient bloquée. Pour Clemenceau rien ne justifie ce blocage car, « bien qu'il soit socialiste convaincu, il ne s'est pas mêlé à la politique active [en France] ».

Le refus de Paris d'avoir trop d'étrangers, le renom ancien de la faculté de Médecine et enfin la réputation de Montpellier comme station hivernale au XVIII^e siècle permettent de comprendre, selon Jacques Véran, l'engouement, relatif, des étrangers pour étudier à Montpellier. Il y précise les origines tant géographiques que sociales de ces étrangers, puis aborde le cas Rakovsky. En quelques pages, Jacques Véran narre les études avant Montpellier, puis le travail de recherche, d'écriture puis de soutenance de la thèse et surtout le diner de thèse que Kristo offrit, chez une « maîtresse cuisinière », à Elisaveta et peut-être à Henri Teulier, bibliothécaire de la Faculté de médecine, et à Joseph Anglade, agrégé de l'Université, et futur auteur des « *Troubadours* » (1908), « où il étudie la vie des troubadours les plus connus et s'attache à montrer la diversité d'inspiration de leurs œuvres dans l'unité de la poésie courtoise » (Joseph-Sébastien Pons, 1931). Et pour terminer, J. Véran explique la thèse de Rakovsky.

Le quatrième document, extrait de *Les Socialistes et la Guerre*, sous-titré *Discussion entre Socialistes français et Socialistes roumains*, constitue un débat (épistolaire) entre Charles Dumas et Cristian Rakovsky. Charles Dumas, ancien député et chef du Cabinet de Jules Guesde, exprime sa satisfaction de lire dans *L'Humanité* que Rakovski n'est pas germanophile, comme on le disait, sans pour autant être d'accord avec tout ce qu'écrit le Roumain. Deux points en particulier retiennent son attention ; d'une part, l'un comme l'autre basent leur attitude sur les principes socialistes et d'autre part, une victoire des Français, mettant à bas les monarchies centrales, libéreront les nationalités et isoleront la Russie. Aussi, pour lui la neutralité des socialistes roumains est hypocrite. La réponse de Cristia Racovski (sic), délégué du Parti social-démocrate de Roumanie au Bureau socialiste international est très longue. Il s'interroge en particulier sur ce néologisme qu'est l'intérêt socialiste, qui complèterait les principes socialistes. Chaque parti socialiste des pays belligérants a violé les règles de l'internationale socialiste. Le parti socialiste doit-il s'effacer devant l'impérialisme français ? On ne peut pas chercher seulement la responsabilité dans l'impérialisme allemand en se refusant à trouver les responsabilités du gouvernement français. Cette position est contraire à l'intérêt du prolétariat français et de l'internationale socialiste. Malgré sa préférence ancienne pour Guesde, il rappelle les justes positions de Jaurès dans les jours qui ont précédé et la guerre et son assassinat. Puis de façon très pédagogique, le Roumain pose les questions essentielles, celle de l'entrée des socialistes

dans un gouvernement bourgeois, celle des responsabilités réciproques dans le début de la guerre, y compris des socialistes allemands et français. Est-il possible que cette guerre soit, quel que soit le vainqueur, grosse d'autres guerres à propos des nationalités. La bourgeoisie au pouvoir tente de mettre en porte à faux le prolétariat en lui demandant soit de s'allier à l'ennemi interne (la bourgeoisie) et de perdre sa liberté d'expression soit de refuser la marche à la guerre et être accusé d'être l'allié de l'ennemi extérieur. Le choix des socialistes français est d'autant plus incompréhensible qu'à Amsterdam, Guesde se battait contre le ministérielisme germanique et contre la position de Jaurès. Pour Rakovski, il existe en fait non deux conceptions du socialisme mais deux socialismes, l'opportunisme des socialistes allemands et français, et le socialisme révolutionnaire des députés serbes et russes, que les Roumains soutiennent.

Le texte de la biographie de Rakovski, extrait de *Les bolcheviks par eux-mêmes* rédigé à partir des autobiographies ou des biographies écrites vers 1922-1926 (publiées dans l'encyclopédie Granat), considère que c'est pendant la période montpelliéraine qu'il s'intéressa au mouvement ouvrier roumain, et qu'il entra aussi en contact avec le Parti socialiste polonais et les socialistes arméniens. Cette biographie, comme celle quelques pages plus loin due à Pierre Broué, rappelle que Rakovski joua un rôle important non seulement au sein de l'Internationale communiste, mais fut aussi, fait rare pour un « étranger », un personnage de premier plan en URSS. C'est ainsi qu'il fut nommé président des commissaires des Soviets de l'Ukraine, et qu'il resta jusqu'en 1925 membre du Comité central du PCR. Il eut d'importantes divergences avec la politique de russification menée par Staline, alors qu'il préférerait une forme confédérative de construction de l'URSS. Proche de Trotsky, il joua un rôle important dans l'opposition de gauche.

Le texte suivant, dont Rakovski est l'auteur, est un article biographique écrit peu après l'assassinat du leader socialiste, intitulé Jean Jaurès (1914). Il y glorifie l'homme honnête, l'orateur, l'équivalent de Marx dans le domaine de la pratique socialiste. Certes il n'était pas né socialiste mais il le devint « *sur le tas* », car « *il voyait le but de son activité seulement dans la marche pour réaliser son grand idéal socialiste* ». Ennemi des honneurs, opposé aux opportunistes socialistes il s'est aussi battu pour Dreyfus, contre la politique de conquêtes de la France, contre l'impérialisme français ainsi que l'enchaînement des événements déclenchant des crises internationales. Pour conclure, Rakovsky rappelle le discours de Bâle contre la guerre en 1912 où Jaurès de façon lyrique conclut son texte par une citation de Schiller.

Enfin, c'est à Anatole de Monzie de se rappeler dans l'ambassadeur des Soviets de 1924 « l'étudiant de vocation de nationalité hésitante » rencontré à Paris. Étudiants, conspirateurs résidents à Genève, tous ont désavoué la révolution russe, sauf Rakovsky qui revient en France. L'auteur note qu'entre leur première entrevue (début des années 1900) et leur rencontre récente, Rakovski a connu plusieurs expulsions de divers pays. Le ton badin, l'humour grinçant de de Monzie jurent avec les textes qui précèdent.

Vient enfin le séjour montpelliérain d'Enver Hoxha, ou Hodja, qui se déroula de 1931 à 1933. Il est extrait de son autobiographie, *Année de jeunesse, souvenirs*, publiée en 1988, trois ans après le décès de son auteur. « *J'économisai le peu d'argent que j'avais, car j'avais tout calculé jusqu'à mon arrivée à Montpellier. Des camarades qui étaient déjà allés en France m'avaient renseigné sur tout, depuis le prix des billets de train jusqu'à celui d'une boîte d'allumettes et m'avaient donné des conseils à tous égards* », écrit-il dans le chapitre deux alors qu'il arrive à Bari chez sa sœur et son beau-frère ; puis il ajoute quelques pages plus loin : « *Tout changeait dès qu'on entrait en France. On avait l'impression de sortir de prison, car, après la frontière française et jusqu'à Montpellier, on voyageait certes encore en troisième, mais les banquettes des wagons français étaient en peau, bourrées de crin, relativement molles, et on ne restait jamais debout. En Italie, par contre, nous étions contraints de prendre n'importe quel train, nous montions même sur des omnibus, qui s'arrêtaient dans les bourgs.* » Cet ouvrage semble avoir été écrit entre 1941 et 1970, date d'une édition britannique. Le chapitre III est consacré à Montpellier. Il débute par cette phrase : « *C'était la France, le pays des Gaulois, le berceau de la civilisation européenne, le pays de la liberté, du travail, de la culture et de la révolution* ». Enver peut venir poursuivre ses études en France car il a étudié dans les lycées français de Gjirokastër puis de Korçë et a obtenu le baccalauréat de Philosophie, assorti d'une bourse gouvernementale. Dès son arrivée, il s'inscrit en Sciences, par décision de son gouvernement alors qu'il aurait préféré Histoire, Lettres ou Philosophie. Il retrouve ses amis de la petite colonie albanaise au café Riche. Ayant trouvé une chambre chez une dame âgée dont le fils a participé à la guerre des

Balkans et y est mort, celle-ci le prend en amitié. Certains de ses cours ayant lieu rue de l'Université, il en profite pour suivre des cours magistraux dans l'amphithéâtre d'Histoire, de Lettres ou de Droit. D'autres cours se déroulent au jardin des plantes ; lors de ses déplacements il retrouve l'ambiance des villes albanaises. Hors des cours, il participe à des débats virulents entre étudiants dans des cafés ou lors de réunions publiques ; l'opposition est alors cristallisée entre communistes et opposants. Grand lecteur, il fréquente les bibliothèques montpelliéraines ainsi qu'une librairie où l'on peut acheter et revendre ses livres. Il partage son temps libre entre le théâtre, le cinéma, le football et les promenades à Palavas, sur la promenade du Peyrou. Enfin il se rend régulièrement au musée Fabre pour y retrouver le peintre et révolutionnaire G. Courbet, lors de son séjour à Montpellier qui vit la réalisation du tableau *Bonjour Monsieur Courbet*. C'est à Montpellier que se forment ses convictions communistes. Il suit de près les activités du PC français et assimile la théorie communiste. En 1933, sa bourse est annulée à la suite de la visite d'un inspecteur albanais. Plusieurs étudiants, dont lui-même, se sont plaints que les bourses n'étaient pas payées depuis plusieurs mois. Il est aussi sanctionné pour n'avoir pas réussi tous les examens passés et enfin pour avoir suivi d'autres cours. Il décide alors de quitter Montpellier pour aller terminer ses études à la Sorbonne avec le peu d'argent qu'il a mis de côté et l'espoir de trouver un travail à Paris.

Ce que Jean-Claude Richard, préfacier, membre du Bureau d'Art et traditions Rurales et directeur de recherches au CNRS, nous propose est beaucoup plus que la réédition d'ouvrages aujourd'hui introuvables. En particulier, ce qui concerne Krysto Rakovsky ou Khristian Rakovsky selon d'autres auteurs, est complété par de nombreux et éclairants textes sur son parcours jusqu'en 1925, et sa fin tragique.

Mais, qu'y a-t-il de commun entre les destinées de ces trois personnages, Khristian, Elisaveta, Enver ?

D'abord sont-ils tous les trois révolutionnaires ? Khristian et Elisaveta le sont à l'évidence dans leur parcours politiques et leurs écrits ; j'ai plus de mal à intégrer Enver Hoxha, organisateur de l'assassinat d'opposants marxistes et/ou titistes dès 1942. Il suit les pas de son inspirateur, Staline, en devenant un maître absolu de son pays. En quoi est-ce révolutionnaire ? Il y aurait un débat à mener.

On peut repérer plusieurs points communs avec bien sûr Montpellier et son Université mais aussi l'internationalisme, l'attrance pour les études en France ou la France elle-même ; on pourrait ajouter la réflexion sur la nation pour Khristian et Enver, Staline pour les trois, et quelques dates.

En 1901, Elisaveta décède au moment où Iossif Djougachvili (dit Staline) « *se retrouve dans l'illégalité et commence sa vie de révolutionnaire* » (M. Narinski, *Dictionnaire Biographique du Komintern, DBK*).

En 1941, le Parti communiste d'Albanie naît, sous la férule de communistes yougoslaves, après unification des groupes de gauche dont certains se revendiquaient de la pensée de Léon Trotsky (Lazar Fundo, Anastas Loula et Sadik Premtaj), tandis que d'autres restaient orthodoxes dont Enver Hoxha qui avait adhéré à l'un des trois groupes, celui de Korçë (Koritza) en 1936, à son retour d'Europe de l'ouest. C'est aussi en 1941 que meurt Kristian Rakovsky, longtemps symbole de la résistance de l'opposition de gauche en URSS. Il avait auparavant confessé des crimes imaginaires, « *dépourvus de bon sens, voire de sens* », écrivait Anatole de Monzie. Son ami Trotsky écrivait de lui en avril 1934 : « *Rakovsky est une grande figure révolutionnaire, un homme de caractère, un esprit lucide. Mais il ne faut idolâtrer personne. Et Rakovsky n'est qu'un homme* » ; il ajoute : « *en Rakovsky, nous regrettons l'ami politique perdu* ».

Avant de conclure relevons que les quelques inversions de pages sont regrettables et ne sont imputables qu'à l'imprimeur. On aurait pu utiliser, aussi, la biographie de Khristian Rakovsky rédigée par Branco Lazitch et Milorad Drachkovitch pour la Hoover Institution de la Stanford Université de Californie, proches de Souvarine qui avait défendu Rakovsky au moment de ses aveux.

En guise de conclusion, on ne peut que souhaiter à cet ouvrage une large diffusion.

Pierre CHEVALIER

BIOGRAPHIES :

VALAT Fernand

Né le 19 juillet 1886 à Alès (Gard), fusillé sommairement le 25 août 1944 à Alès ; instituteur, militant socialiste puis communiste, conseiller municipal et maire d'Alès (1925), déchu puis réélu ; conseiller général puis député (1936). Dirigeant communiste de la région languedocienne dans l'entre-deux-guerres, quitte le PCF après le Pacte germano-soviétique ; membre du POPF durant l'Occupation, arrêté pour résistance en juillet 1944.



Fernand Valat

Communiqué par son arrière-petit-fils Didier Malyeux

Fils d'un ouvrier cordonnier devenu marchand de chaussures, Fernand Valat fut contraint de vendre des petits pains à la criée et ne put continuer à suivre un enseignement secondaire faute de ressources (il avait pourtant été reçu premier aux épreuves en vue de l'obtention d'une bourse). Plus tard, élève de l'École normale de Nîmes, il passa son brevet élémentaire en 1902, puis son brevet supérieur en 1905. Il devint alors instituteur à Saint-Jean-du-Gard, puis au Martinet (1906), à Anduze (1907) et à Aigremont (1909).

Valat créa en 1906 une section socialiste au Martinet et fut candidat en 1913 aux élections au conseil général dans le canton de Vézénobres. Nommé instituteur à Alès après la guerre, il prit fait et cause pour l'adhésion à l'Internationale communiste, devint secrétaire de la section communiste d'Alès et s'illustra en tant que dirigeant du PC dans la cité minière cévenole. En 1922, il appartenait au comité fédéral. En mai 1925, la liste municipale de Bloc ouvrier et paysan fut élue en totalité. Valat, alors en congé pour convenances personnelles, en était le chef de file et fut invalidé par le conseil de préfecture du Gard. Le conseil d'État devait cependant confirmer son élection en juillet 1926. Ce fut le début d'une guérilla politico-administrative de quatre ans. Le pourvoi de Fernand Valat devant le Conseil d'État provoqua la tenue d'une élection partielle, le 14 novembre 1926, au cours de laquelle il fut élu dès le premier tour avec 2 973 voix sur 5 959 votants, les autres sièges étant en ballottage. Valat fut à plusieurs reprises désigné comme maire d'Alès (entre autres, le 17 mai 1927, avec 17 voix sur 30) pour ne le devenir définitivement qu'en 1929.

C'était, selon Louis Molinier "un bon administrateur et, dès les premiers jours de sa gestion, le conseil municipal avait réalisé de fort bonnes choses, très appréciées par la population laborieuse d'Alès". Son ancien camarade de parti, demeuré orthodoxe, ajoute "qu'assez bon orateur, bon musicien, peintre, etc... (Valat) aimait les flatteries et ramenait les succès du parti à sa personne" (*op. cit.*, p. 73). Il aurait en outre joué avec un autre responsable régional communiste, Bourneton*, un jeu ambigu de rébellion et de connivence...

Élu conseiller général du canton-Est d'Alès, Fernand Valat fut candidat en 1928 aux élections législatives et recueillit 4 599 voix sur 18 954 inscrits. Avec le conseiller général de Lédignan, Béchard, il fut en revanche évincé comme "opportuniste" pour la candidature à la députation en 1932, résultat d'une résolution intransigeante du BP du 19 février concernant les élections de mai suivant. Étienne Fajon a raconté (*op. cit.*, p. 67-68) comment il fut chargé d'imposer le remplacement de ces derniers par Évesque Walter* et lui-même.

Le Parti communiste n'eut dans le Gard que 11 903 voix, ce qui constituait un sérieux recul, et la crise était ouverte quand Valat présida à Alès, à la fin du mois de juillet 1932, le congrès ouvrier et paysan chargé de le réorganiser. Un rapport de police du 12 octobre note, par exemple, que dans l'arrondissement du Vigan subsistaient seulement trois cellules sur les huit qui existaient en 1930 (soit

35 adhérents contre 400). Valat devint, avec Gabriel Roucaute*, le premier éditorialiste du *Cri d'Alès*, nouvel hebdomadaire du rayon communiste de la ville dont le premier numéro fut publié le 11 octobre 1933. Il fut élu au bureau régional le 7 mars 1936 et réélu les 11-12 décembre 1937 au cours de la conférence régionale au comité régional. Il faisait partie du seul comité régional au printemps 1939. Fernand Valat avait pourtant connu, dans l'intervalle, de nouvelles et contraignantes épreuves. Adolphe Capelle*, trésorier du rayon d'Alès et directeur des régies municipales, proche collaborateur qu'une "certaine concurrence pour le "faire-valoir" auprès de quelques quémandeuses et intrigantes" (Louis Molinier, *op. cit.*, p. 88) avait éloigné de son maire, émit, à partir de 1932, des critiques sur sa gestion. Celles-ci prirent bientôt la forme de rapports au rayon, puis à la Région communiste, au point qu'une commission d'enquête fut désignée. La position de Valat ayant prévalu, Capelle fut exclu du PC, destitué de ses fonctions et révoqué en tant qu'employé municipal le 26 août 1933 pour s'être livré "à des pratiques constituant la faute la plus grave dans son service" (selon l'avis du conseil de discipline du 24 août). Capelle prit alors la tête d'un "syndicat des contribuables alésiens", possédant sa propre presse : il engagea de vigoureuses campagnes dont les échos furent largement répercutés par la presse "bourgeoise".

Arrêté au début du mois de mars 1935, Valat fut révoqué pour détournement de biens municipaux (en fait des bons d'essence) et privé de ses droits civiques. Dès le 17 mars, un meeting fut organisé au théâtre municipal où Louis Molinier prit la parole aux côtés de Louis Chapon et de Marcel Ferrier. Le Parti communiste décida de ne point se désolidariser de Fernand Valat dont l'activité délictueuse couvrait vraisemblablement une trésorerie occulte. Le 16 avril, il organisa un grand rassemblement, avec la présence de Marcel Cachin*, devant le Fort Vauban où Valat était incarcéré, puis, le 24 août, une fête du Secours rouge pour sa libération. Valat fut acquitté par les Assises du Gard en juillet 1935 puis condamné par le tribunal correctionnel et par la Cour d'appel le 26 août 1936 à six mois de prison. Il fut libéré en septembre après avoir purgé les six mois de sa condamnation en préventive. Il devait être totalement réhabilité en 1938.

Le 2 février 1936 eut lieu l'élection du maire, consécutive aux opérations électorales complémentaires du 19 janvier 1936. Valat fut désigné par 31 voix sur 32 et fit immédiatement une déclaration remerciant ses électeurs précisant que "le devoir d'un militant averti est d'éviter les traquenards dans lesquels les adversaires peuvent l'attirer (...) Suspension, révocation, annulation des actes conclus en qualité de maire (...) : inutile de s'offrir en holocauste et de chercher à paralyser la vie municipale par une dissolution possible qui comblerait de joie certains de nos adversaires. Je refuse donc la fonction de maire à laquelle, pour la cinquième fois, vous venez de m'élire (...) " (Cahier de délibérations du conseil municipal). Albert Leyris fut alors élu maire d'Alès par 32 voix sur 32 mais il mourut le 21 mars et fut remplacé le 29 mai 1936 par Louis Chapon*.

Fernand Valat, qui était resté le "maire moral d'Alès" et que l'on s'était engagé, quand viendrait "l'heure de la réparation", à rétablir dans ses fonctions, demeura dès lors un simple conseiller municipal. Sa carrière de maire maudit était bel et bien finie quand la Cour d'appel de Nîmes décida, le 17 novembre 1938, sa réhabilitation judiciaire. Son activité publique avait pris un nouvel essor grâce à son élection en tant que député de la 2e circonscription d'Alès, le 3 mai 1936 : il avait battu au deuxième tour le député de droite sortant (Ramel) par 8 776 voix contre 6 636. Valat fut arrêté au début du mois d'octobre 1939 en tant que membre du Groupe ouvrier et paysan français. Interrogé par la justice militaire sur l'envoi par Bonte* et Ramette* d'une lettre au président Édouard Herriot réclamant l'ouverture de négociations de paix, en accord avec le Pacte germano-soviétique, il se désolidarisa du Parti communiste le 17, rompant par là-même toute attache avec la direction clandestine du parti dissous. Valat déclara plus tard à ce sujet : "Étant à la Santé, j'ai pu étudier à loisir les termes de l'accord Molotov germano-russe (sic) du 29 septembre. Les termes m'en paraissent inadmissibles, particulièrement à moi qui, en qualité de parlementaire, me suis à maintes reprises élevé dans les réunions publiques contre les annexions successives réalisées par l'Allemagne conformément au plan de *Mein Kampf*. La volonté exprimée par l'Allemagne et la Russie de présenter comme définitive une nouvelle annexion est pour moi inacceptable. En conséquence, je donne ma démission du groupe parlementaire ouvrier et paysan français" (*Annales de la Chambre*, 1940, p. 246). Mis en liberté provisoire le 12 décembre 1939 et bénéficiant d'un non-lieu, Valat participa à l'éphémère groupe formé par les démissionnaires communistes : l'Union populaire française mais il n'en fut jamais le président, contrairement à ce qu'affirme A. Rossi dans *Les Communistes français pendant la drôle de guerre*, p. 36.

Valat vota les pleins pouvoirs constituants à Pétain le 10 juillet 1940 à Vichy. Il suivit Gitton* et Capron* dans la formation d'un parti revendiquant l'héritage du PCF mais financé en sous-main par les autorités d'occupation, le Parti ouvrier et paysan français. Il se rendit à Alès au cours du mois d'août 1942 afin de prendre des contacts en zone non occupée pour y assurer la diffusion de la *Deuxième lettre ouverte aux ouvriers communistes* (brochure que le POPF avait tirée à 100 000 exemplaires) : il y avait conservé son ancien logement, sis rue Cavalerie à Alès.

Vivant à Paris, chez une de ses filles, durant toute la période de l'Occupation, il officiait en tant que trésorier du POPF. C'est sans doute par l'intermédiaire d'Albert Vassart* qu'il rencontra des éléments de la Résistance. Arrêté par les Allemands en juillet 1944 et emprisonné à la prison des Petites-Beaumettes à Marseille, il fut libéré le 18 août 1944 par l'armée de De Lattre de Tassigny. Arrêté le 22 (selon Roger Roucaute, à la sortie d'Alès, porteur de faux papiers) par les FTP, Fernand Valat fut jugé à la hâte pour faits de collaboration, au Fort Vauban, en la présence, semble-t-il, du sous-préfet Spadale.

Il fut fusillé le 25 août 1944 sur le crassier de Tamaris malgré, dit Rossi (*Physiologie du Parti communiste français*, p. 444), les protestations de FFI locaux.

SOURCES : Arch. Nat. F7/12985, 13106, 13130, 13129, 13985. — RGASPI, 517 1 1908. — Archives POPF. — Témoignage de R. Roucaute recueilli par G. Bourgeois. — *La Voix du peuple au Parlement*, supplément au n° 12 des *Cahiers du bolchevisme*, 1936. — J. Jolly, *Dict. parl.* — L. Molinier, *Un militant communiste languedocien raconte...*, auto-édition, 1979. — É. Fajon, *Ma Vie s'appelle liberté*, R. Laffont, 1976. — A. Rossi, *Physiologie du Parti communiste français*, Self, 1948 ; *Les Communistes français pendant la drôle de guerre*, Les Iles d'Or, 1951. — Note de Jacques Girault.

Guillaume BOURGEOIS

*

FABRE Sébastienne [née SABOURAU Sébastienne]

Née le 20 janvier 1891 à Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales), morte le 25 octobre 1966 à Saint-Laurent-de-la-Salanque ; institutrice ayant cessé son activité ; militante socialiste SFIO des Pyrénées-Orientales ; conseillère municipale et maire adjointe de Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales) à la Libération.

Sébastien Fabre était la fille François Sabourau et de Marie Pino, âgés respectivement de vingt-cinq et vingt-trois ans en 1891. À cette date, son père était marin, profession commune dans ce village côtier du Roussillon, par ailleurs très agricole. En 1916, il était installé, avec son épouse, à Cette [Sète] (Hérault) où il exerçait la profession de pilote du port.

Sébastien Fabre était une veuve de la guerre de 1914-1918. Sans doute pensionnée, elle n'exerçait plus, dans les années 1930, son activité professionnelle (institutrice). Elle eut un fils unique qui devint officier d'aviation et fut tué dans les premiers mois de la guerre de 1939-1940.

Elle milita dans les rangs de la SFIO à Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales) et fut une des animatrices de la section locale de la SFIO.

Dès janvier 1937, elle présida régulièrement les réunions de la section socialiste SFIO de Saint-Laurent-de-la-Salanque. Le 30 janvier 1937, elle fut élue secrétaire adjointe de la section locale de la SFIO et réélue le 28 janvier 1938 et le 7 janvier 1939. Ce même jour, elle fut élue au poste de « déléguée permanente » de la section socialiste SFIO de Saint-Laurent-de-la-Salanque.

Sébastien Fabre s'illustra également comme animatrice du groupe local des « Faucons Rouges » de Saint-Laurent-de-la-Salanque, créé dès avril 1937. Le 29 avril 1937, elle anima avec Marianne Comignan*, propagandiste fédérale de la SFIO, une réunion de la section locale du parti. Sébastienne Fabre insista sur la nécessité de promouvoir l'union contre le fascisme. Marianne Comignan*, pour sa part, commenta l'ouvrage d'André Gide* : *Retour d'URSS* et celui d'Yvon* : *Ce qu'est devenue la Révolution russe*. Toutes deux firent voter par la section locale un vœu en faveur des droits politiques des femmes (droit de vote et éligibilité). Une jeune fille des « Faucons Rouges », Nelly Francès, déclama une poésie à Léon Blum*, chef du gouvernement.

Militante « ardente » et « dévouée » (témoignage de Marcel Mayneris*), Sébastienne Fabre fut à la fois l'amie et la rivale d'Augustin Joué-Delmas*.

Après la Libération, elle fut à nouveau une militante active. Elle écrivait dans le *Cri socialiste*, l'hebdomadaire départemental de la SFIO qui parut à nouveau dès la fin de 1944. Elle siégea au conseil municipal de Saint-Laurent-de-la-Salanque (en 1946, elle était adjointe au maire de cette commune) et fut réélue conseillère municipale en octobre 1947. En août 1946, elle était secrétaire de la section socialiste SFIO de Saint-Laurent-de-la-Salanque.

Dans ce village viticole et maritime, elle laissa le souvenir d'une militante socialiste « active », « très convaincue » et « fort courageuse » (témoignage de Madeleine Rousseau, née Guillaume, de Saint-Laurent-de-la-Salanque).

SOURCES : Arch. Com. Saint-Laurent-de-la-Salanque, registres de l'état civil et tables décennales. — *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, hebdomadaire de la fédération socialiste SFIO des Pyrénées-Orientales, 14 janvier, 4 février et 29 avril 1937, 28 janvier 1938, 13 janvier 1939. — *Le Cri socialiste* (nouvelle série) hebdomadaire de la Fédération socialiste SFIO des Pyrénées-Orientales (1945-1947). — Témoignage de Marcel Mayneris, secrétaire fédéral adjoint de la SFIO (Perpignan, 10 juillet 1983). — Témoignage de Madeleine Rousseau, originaire de Saint-Laurent-de-la-Salanque (Latour-de-Carol, 22 juillet 1983).

André BALENT

*

VEYLET Louis, Jean

Né le 30 septembre 1911 à Antremas (Lozère) ; abattu le 13 avril 1944 à Sainte-Croix-Vallée-Française (Lozère) ; instituteur dans la région parisienne ; militant communiste ; résistant en Lozère (MUR / AS).



Sainte-Croix-Vallée-Française (Lozère). Pont de la Rouveyrette, près de la RD 983, monument commémoratif de la mort de Louis VEYLET. Monument érigé sur les lieux de l'exécution sommaire (13 avril 1944). Cliché : André Balent, 13 mars 2016



Sainte-Croix-Vallée-Française (Lozère), monument érigé en la mémoire de Louis Veylet sur les lieux de son exécution sommaire, pont de la Rouveyrette, en bordure de la RD 983. Cliché :

André Balent, 13 mars 2016

Louis Veylet, militant communiste, membre de la Résistance lozérienne, fils de Louis Veylet*, instituteur, et de Marie, Mélanie Redon, ménagère, était farouchement anticlérical. En khâgne, à Montpellier, Louis Veylet se révéla être des meilleurs et obtint dès la première année des résultats

brillants. Lorsqu'il fut exclu du lycée de Montpellier pour avoir tenu tête à l'Administration, il fut muté à Toulouse mais toujours boursier en raison de ses résultats et de l'appui de certains de ses maîtres.

Son militantisme l'absorbait déjà beaucoup quand, en 1932, il prit un poste de maître d'internat au collège de Saint-Gaudens (Haute-Garonne). Militant communiste, il anima, durant les congés scolaires, de nombreuses réunions dans les villages de Lozère et intervint pour apporter la contradiction dans les réunions électorales. Il anima avec son frère André des réunions publiques. Il participa à la fondation de la première cellule communiste à Marvejols (Lozère) et créa le journal de cellule *Le Travailleur Marvejolais*. Employé de bureau, il militait dans le XVII^e arrondissement de Paris. Devenu instituteur en 1934, en Seine-et-Oise, il consacra son temps libre au parti. Il enseigna à Orsay, Louvres, Villiers-le-Bel... Appelé au service militaire à Issoire puis à Nice, il poursuivit ses activités, ce qui lui valut de graves ennuis avec les autorités militaires, il fut défendu par Virgile Barel*. Revenu à la vie civile, et à l'enseignement, il continua à militer.

Mobilisé pendant la drôle de guerre, il revint en octobre 1940 et fut nommé à Chatou mais recherché par le parquet de Pontoise, il dut se cacher. Il connut alors la clandestinité. Parti de zone occupée pour échapper aux autorités allemandes, il revint à Marvejols. Il demanda, officiellement, à son administration, en 1942, un congé pour convenances personnelles. Louis Veylet fit l'objet d'une surveillance permanente de la gendarmerie et des Renseignements généraux. Marié le 19 janvier 1933 à Paris, XIV^e arr., avec Paule, Alberte Rigal, il divorça trois ans plus tard. À Marvejols, il vivait avec Pepita Rodríguez Sánchez, jeune militante réfugiée espagnole assignée à résidence. Installée à l'hôtel de la Gare, elle servait d'agent de liaison.

Adjoint de Marcel Pierrel, chef du secteur de Marvejols, chargé de l'accueil des clandestins puis de l'organisation des premiers maquis, Louis Veylet étonna ses camarades par sa connaissance minutieuse des lieux et des personnes. "Depuis qu'il est directeur de la firme d'exploitation forestière Marcon, il n'est plus oisif : la comédie est bien jouée mais aucune preuve d'action occulte ne peut être décelée. L'internement de ces deux individus serait une excellente mesure préventive" note la gendarmerie à propos de Louis et de Marcon.

Au début 1943, René Michel dit "Max" proposa à Louis Veylet et à Gilbert de Chambrun* de constituer un maquis. Gilbert proposa la bergerie du Crouzet près de Gabrias. Quelques jours après, il improvisa à chaud la logistique du groupe d'antnazis allemands, anciens des Brigades internationales, dirigé par Otto Kühne à Bonnecombe, dans le massif de l'Aubrac (Lozère). Il les approvisionnait et séjournait avec eux. C'était le début du groupe Veylet / Kühne qui, plus tard, fusionna avec le groupe "Montaigne" de François Rouan et s'implanta dans les Cévennes lozériennes.

Bonnecombe découvert, il avertit et servit de guide pour déplacer de nuit, à pied, au bois du Seigneur près de Lachamp, les antnazis allemands rejoints par quelques réfractaires français, syndicalistes des usines Fougà à Béziers (Hérault).

Après les arrestations du 30 août 1943, Louis Veylet inscrit sur la liste S des suspects dangereux se savait menacé. Par arrêté ministériel du 23 décembre 1943, notifié le 8 janvier 1944, il fut assigné à résidence dans la commune de Nasbinals (Lozère). À l'automne 1943, il conduisit "ses" maquisards en Cévennes. Ils s'installèrent discrètement, en novembre, à La Fare, Nozières et Ferrus dans la région du col des Laupies, entre Jalcreste et Saint-Germain-de-Calberte (Lozère). La présence de Louis, particulièrement recherché, fut pourtant décelée en Cévennes. Le 10 janvier 1944, un rapport des Renseignements généraux le signalait de passage à Marvejols.

En mission de ravitaillement, c'est en essayant de démarrer le camion gazogène de la Compagnie française des mines de Dèze, entreprise qui travaillait pour les Allemands, que, le 27 janvier 1944 à 1h du matin, ils alertèrent par le bruit les gendarmes du Collet de Dèze (Lozère). Les quatre maquisards étaient armés, mais Louis, persuadé des bonnes dispositions de cette brigade, essaya avec des arguments patriotiques de convaincre les gendarmes et d'arranger les choses, en vain.

Après leur arrestation, Louis et ses camarades furent incarcérés et entendus par la justice à Mende. Henri Bourrillon était l'avocat de Veylet. Dès le 29, Jean-Baptiste Rispoli, commissaire des Renseignements généraux, avait adressé un rapport récapitulatif sur Veylet au préfet.

Les quatre prévenus furent transférés à la Centrale de Nîmes où ils restèrent environ trois semaines. Le jugement fut estimé trop indulgent par les Renseignements généraux surtout pour Louis "militant communiste convaincu et des plus dangereux".

Trois jours après son retour à Marvejols, Louis n'hésita pas à repartir auprès de ses camarades en Cévennes. À Saint-Étienne-Vallée-Française (Lozère), à Saint-Germain-de-Calberte (Lozère), il reprit contact et s'informa sur les derniers changements : l'installation du maquis Bir Hakeim à La Picharlerie et le déplacement de ses compagnons français et étrangers au Galabertès (commune de Saint-Germain-de-Calberte, Lozère). Il les rejoignit.

Le 7 avril 1944 vers 13 heures, la voiture de quatre *Feldgendarmes* fut mitraillée à Saint-Étienne-Vallée-Française. A 18 heures, le préfet et le commandement allemand échangèrent leurs informations et, à 20 heures, les troupes d'Occupation de Mende se mirent en route. Elles furent renforcées les jours suivants par les GMR et les SS de la 9^e *Panzer Division Hohenstaufen*.

Le 12 avril 1944 vers 14 heures, les Allemands poursuivirent commencée dès le 7. Les combats se poursuivirent jusqu'au soir. À 19 heures, la décision de se replier fut prise. Blessé à la cuisse par une balle qui lui avait fracturé le fémur lors du décrochage, il resta très en arrière pour couvrir la retraite. Dans la nuit, il se glissa sur le versant sud et se cacha dans le Ravin de l'Ourjal. Dès l'aube, le 13 avril, le ratissage du terrain par les Allemands commença sans aucun coup de feu. Un peu plus tard, des soldats au bord du ravin le transportèrent. Il fut abattu au bord de la RD 983, la RN 583 d'alors, en aval de Sainte-Croix, au pont de la Rouveyrette, à l'endroit où s'élève la stèle qui voit chaque année honorer sa mémoire. Il y avait été déposé par ses camarades brancardiers alors que les Allemands semblaient avoir quitté les lieux. Un officier SS circulant en automobile l'aperçut, fit arrêter son véhicule et le tua de deux balles dans sa nuque.

Son corps fut transporté à la mairie de Sainte-Croix-Vallée-Française (Lozère). Il fut reconnu le lendemain, par le chef du maquis Bir Hakeim, Jean Capel* et son adjoint Paul Demarne, à la mairie de Sainte-Croix-Vallée-Française, où le corps avait été déposé. Le 14 avril, il fut enterré provisoirement, en présence de toute la population et de quelques maquisards revenus pour la circonstance. Il fut, en mai, transféré à Mende pour identification. Reconnu par sa compagne Pepita, il fut enfin ramené à Marvejols (Lozère).

Ses funérailles, le 15 mai 1944, ont "groupé un nombre inusité de personnes" indiquait le dernier rapport des RG sur Louis Veylet.

Il fut homologué, à titre posthume, capitaine FFI en octobre 1945, reçut la médaille de la Résistance en novembre 1946 et la mention Mort pour la France lui fut attribuée en avril 1947.

Un square Louis-Veylet existe à Marvejols (Lozère) et à Florac (Lozère). Son nom figure sur le monument commémoratif des morts du maquis Bir Hakeim érigé à Mourèze (Hérault). À Sainte-Croix-Vallée-Française (Lozère), s'élève la stèle qui lui est dédiée, près du pont de la Rouveyrette où il fut exécuté sommairement. Ce monument porte l'inscription : "Louis Veylet maquisard héroïque mort pour la France le 13 4 1944".

Henri Cordesse lui a consacré un ouvrage : *Louis Veylet, novembre 1911-avril 1944*, imprimé à Montpellier (sans date).

SOURCES : DAVCC, Caen, 21 P 167708. — René Maruéjol, Aimé Vielzeuf* *Le maquis "Bir Hakeim"*, 2e édition, Genève, Éditions de Crémille, , 1972, 251 p. — Henri Cordesse*, *Histoire de la Résistance en Lozère 1940-1944*, Montpellier, Les Presses du Languedoc, Max Chaleil éditeur, 3e édition, 1999, 285 p. — Gérard Bouladou, *Les maquis du Massif Central méridional 1943-1944. Ardèche, Aude, Aveyron, Gard, Hérault, Lozère, Tarn*, Nîmes, Lacour Rediviva, 2006, 617 p. [en particulier, pp. 292-298]. — *Le Maquis école de La Picharlerie (1943-1944)*, Mende, ONAC VG Lozère, 2e édition révisée, 2010, 32 p. — Association Départementale des Anciens de la Résistance, *La Résistance en Lozère*, CD-ROM, AERI, 2006. — État civil. — Notes d'André Balent.

Jean-Pierre BESSE

*

DAVID-BEAUREGARD (de) Andrée, [pseudonymes dans la clandestinité : "Dominique", "Odette"]

Née le 9 septembre 1915 à Toulon (Var), blessée par les Allemands au col de Peytafi et morte à Faugères (Hérault) le 21 août 1944 ; infirmière ; résistante dans les Bouches-du-Rhône, puis dans l'Aveyron et l'Hérault ; agent de liaison d'un maquis de Saint-Affrique (Aveyron).



Plaque commémorative en l'honneur d'Andrée de David-Beauregard



Stèle en l'honneur d'Andrée de David-Beauregard sur les lieux de son exécution

Andrée de David- Beauregard est née en Provence dans une famille dont la noblesse était attestée depuis le XI^e siècle. Son père, le comte Stanislas, né en 1880, était officier de marine. Sa mère était née Cécile de Boutiny en 1884. Tous deux, mariés en 1903, avaient déjà eu 6 enfants avant Andrée et en eurent encore 5 autres après elle. La famille était de tradition catholique, militaire et royaliste. Un héritage reçu en 1925 assura sa fortune. Une grande propriété revint au père d'Andrée qui désormais s'y consacra. À partir de 13 ans, Andrée de Beauregard fut confiée aux sœurs de l'Assomption à Cannes (Alpes-Maritimes) puis à Montpellier (Hérault). Elle y acheva en 1934 ses études secondaires. Peu disposée à se soumettre aux fortes disciplines de sa famille, elle chercha à acquérir son indépendance en devenant infirmière. Elle put suivre les cours de l'école de la Croix-Rouge de Hyères (Var).

C'est en 1937 qu'elle quitta Hyères pour Paris, avec une amie « Dorothy », qui était la fille d'un expert-comptable de Montpellier, et avait reçu une éducation beaucoup plus libérale qu'Andrée de Beauregard. Toutes deux fréquentèrent les artistes de Montparnasse. Andrée travailla quelque temps dans une clinique de la capitale. Quand la guerre débuta, en septembre 1939, elle s'engagea dans la Société de secours aux blessés militaires de la Croix-Rouge, puis en février 1940 dans les Sections sanitaires automobiles féminines (la SSAF). Aussi fut-elle envoyée en avril 1940 vers un hôpital du front à Bar-le-Duc (Meuse). L'avancée des Allemands fit reculer rapidement les lignes françaises. Après quelques jours à l'hôpital Royallieu près de Compiègne (Oise) où régnait la panique et où l'aviation allemande faisait d'énormes dégâts, la SSAF le 8 juin, gagna Beauvais (Oise) prise dans la tourmente des combats et de l'exode. Puis ce fut la fuite devant les forces allemandes jusqu'à Sarzeau (Morbihan) sur la côte bretonne. Les infirmières étaient prisonnières.

La Croix Rouge obtint leur libération.

Andrée de Beauregard fit alors un choix courageux : retourner à Royallieu réservé à l'accueil des prisonniers de guerre, Français et Anglais. L'hôpital était alors devenu un stalag. Rétablis, les prisonniers étaient envoyés en Allemagne. Andrée de Beauregard travailla avec donc avec une filière d'évasion. Découverte, promise à la Cour martiale, elle parvint à s'enfuir. C'est en mars 1941 qu'elle réussit à passer en zone libre.

À Hyères, son père, maréchaliste, venait d'être placé à la tête de l'équipe municipale. Son expérience récente dans le nord du pays et sa vision de la situation politique, sa réaction au drame de Mers El-Kébir qui révoltait son père, tout mettait Andrée de Beauregard en discordance avec le milieu familial. Elle repartit en avril pour Marseille où se trouvait son amie Dororhy et obtint un poste dans une clinique. Avec l'occupation totale de la France à partir de novembre 1942, ce sont les Allemands qui exercèrent sur Marseille, une dure répression qui frappa en particulier des milliers de juifs. Andrée

de Beauregard eut l'opportunité d'un contact avec un réseau de renseignement britannique, le réseau Carte, à la fin de 1943, quand on l'appela pour des soins à un parachutiste anglais. Désormais elle fit un travail d'observation du dispositif militaire allemand dans la région. Elle fut arrêtée à la fin de mai 1944 mais libérée faute d'éléments probants.

Elle quitta Marseille pour l'Aveyron alors que le débarquement en Normandie avait eu lieu et que les maquis obéissaient aux ordres de sabotage des moyens de communication. À Saint-Affrique, elle prit un nouvel emploi à l'hôpital lui servant surtout de couverture, et un pseudo, "Odette". Elle était sur le territoire d'un maquis qui avait fédéré plusieurs petits groupes de résistants : le maquis Paul Claie (AS). Désormais elle fut son agent de liaison sur un espace qui s'étendait du sud de l'Aveyron à l'ouest héraultais, la région R3-2. Elle eut le contact, au maquis du Vernazoubre, avec le jeune Louis Marres*, et avec les mineurs de Graissessac (Hérault) particulièrement actifs dans les opérations de sabotages. Ils ne la connaissaient que sous son pseudo « Odette ».

Son nom figure sur l'une des 3 stèles sur la route de Bédarieux à Béziers, territoire de Faugères. Elle reçut plusieurs décorations posthumes : chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-1945 avec palme (nomination à titre posthume du 28 novembre 1944), citation à l'ordre de l'Armée du 4 septembre 1945.

L'odonymie honore aussi sa mémoire : une avenue de Hyères(Var) porte le nom d'Andrée de David-Beauregard.

Voir : Lieu d'exécution du Col de Peytafi, Faugères (Hérault)*.

SOURCES : SGA (Secrétariat général pour l'Administration - Mémoire des hommes). — Mémorial Genweb. — Thomas Rabino, *Le réseau Carte, Histoire d'un réseau de la Résistance antiallemand, antigauilliste, anticommuniste et anti collaborationniste*, Paris, éditions Perrin, 2008, 398 p. — Christian Font et Henri Moizet, *Maquis et combats en Aveyron*, Toulouse, CRDP Midi-Pyrénées, 1995, 253 p. — A.N.A.C.R. Aveyron, *Mémorial du Rouergue en Résistance*, Rodez, imprimerie La Ruthénoise, 1991, 120 p. — François Mouteyres, *Dédée, un secret de famille, un destin français*, Forcalquier, Éditions Fannyo, 2014, 190 p. — Deux livres de souvenirs, actuellement introuvables, ont été écrits. L'un d'eux par une sœur d'Andrée de David-Beauregard : *Souvenirs de famille*, d'Hélène de David-Beauragard, 1970, 230 p. cité sur internet : site Geneanet.org. ; l'autre de Chantal de Villemagne, *Stanislas et Cécile, 1880-1960*, Textes et Prétextes, 2003, 127 p.

Hélène CHAUBIN

*

ASCENSIO Gabriel [ASENCIO, forme parfois écrite]

Né le 15 avril 1923 à Sète (Hérault), exécuté le 29 mai 1944 à Badaroux (Lozère) ; résistant (FTPF, AGE, AS) du Gard et de la Lozère.

Le patronyme, d'origine espagnole, devrait normalement être orthographié "Asencio". À l'état civil, il est transformé en "Ascensio". La famille de Gabriel Ascensio, d'origine espagnole, était installée en Languedoc. Le père, Gabriel Ascencio était journalier, et la mère, Maria Perez, sans profession. À partir du début de l'année 1939, il fut très vite confronté aux problèmes posés aux étrangers. Ne faisant pas partie de la vague migratoire espagnole correspondant aux réfugiés de la guerre civile, il ne fut pas soumis aux camps de rassemblement sur les plages pyrénéennes ni aux groupements de travailleurs étrangers (GTE).

Dès l'été 1940, avec l'avènement du régime de Vichy, il ne cacha pas ses sentiments républicains. Il rejoignit les vallées cévenoles lozériennes où des maquis FTPF s'organisaient en 1943. En entrant dans la clandestinité, il prit comme pseudonyme Gilbert.

Selon son frère, Joseph, Gabriel Ascencio fit partie du camp FTPF n° 1 de Saint-Frézal-de-Ventalon. En fait ce camp FTPF était installé au Crespin, commune de Saint-Frézal-de-Ventalon (Lozère) et portait le nom de Camp n° 2. Il semble qu'il a intégré ce groupe par le réseau espagnol car, à la fin de 1943, les différentes structures d'entraide organisées par les réfugiés républicains espagnols des Cévennes se rassemblèrent dans une organisation militaire, l'*Agrupación de guerrilleros españoles*

(AGE), affiliée à l'Union nationale espagnole (UNE). Les différentes brigades de Guérilleros espagnols combattirent en accord avec des maquis FTPF.

Arrêté et emprisonné à Nîmes (Gard) pour propagande contre le régime de Vichy et les troupes allemandes, Gabriel Ascencio fut libéré, dans la nuit du 4 au 5 février 1944, par un commando FTPF du maquis des Bouzèdes (Cévennes lozériennes). Comme les 26 prisonniers libérés lors de cette opération, il fut amené au camp FTPF des Bouzèdes après un long et pénible voyage (130 kilomètres en six nuits de marche). Avec ce maquis, il participa aux sabotages d'usines travaillant pour l'occupant.

Il rejoignit la 21e brigade des guérilleros espagnols (AGE) le 4 mars 1944. Au début du mois de mai 1944, l'état-major de la 21e brigade de l'AGE décida de mettre à disposition de Jean Capel, alias "commandant Barot"*², chef du maquis AS Bir Hakeim et de François Rouan, alias "Montaigne", vingt-six guérilleros. Ces hommes rejoignirent le maquis Bir Hakeim au château de Fons (commune de Bassurels, Lozère) le 18 mai 1944 au soir. Gabriel Ascencio faisait partie de ce groupe. Il partit sur le Mont Aigoual se cacher à l'hôtel du Fangas (Gard). Dans la nuit du 25 au 26 mai, il quitta cet hôtel pour La Parade (Lozère) et participa au combat de La Parade le 28 mai 1944. Grièvement blessé au bras gauche. Il fit partie du groupe des vingt-sept maquisards, qui décidèrent de se rendre à seize heures, avec la promesse faite par l'officier allemand qu'ils seraient considérés comme des prisonniers de guerre. Très affaibli par sa blessure, il demanda aux soldats arméniens qui le surveillaient de l'achever.

Conduit à Mende (Lozère), dans les camions de la Légion arménienne, il fut livré à la police allemande. Malgré sa grave blessure, il subit les tortures d'un interrogatoire dans les caves de la maison Lyonnet à Mende. Avec 26 de ses camarades de combat, il fut fusillé le lundi 29 mai, au matin, dans le ravin de La Tourette à proximité de Badaroux (Lozère).

Son corps fut inhumé à côté du cimetière de Badaroux. Son acte de décès dressé le 4 février 1946, porte en marge la mention Mort pour la France.

SOURCES : DAVCC, Caen. — L'Association Départementale des Anciens de la Résistance, *La Résistance en Lozère*, CD-ROM, AERI, 2006. — Amicale des Anciens guérilleros, *Guérilleros en terre de France, Les Républicains espagnols dans la Résistance française*, Paris, Le temps des cerises, 2004. — Gérard Bouladou, *Les maquis du Massif Central méridional 1943-1944 (Ardèche, Aude, Aveyron, Gard, Hérault, Lozère, Tarn)*, Nîmes, Lacour, 2006, 617 p. [pp. 355-356]. — Aimé Vielzeuf*, *Bloc-notes 44 (Dans le Gard, en attendant la liberté)*, Nîmes, Lacour, 1994, 150 + XXXII p. (pp.15-17). — Aimé Vielzeuf*, *On les appelait "les bandits"*, Nîmes, Lacour, 2002, 382 p. [en particulier le chapitre 2, "Du maquis des Bouzèdes au Fort Vauban à Nîmes (ou l'affaire de la maison centrale) 4 février 1944", 87-149, allusions à Ascencio et p. 375]. — Notes d'André Balent. — État civil.

Jean-Pierre BESSE

INDEX DES ARTICLES DU *MIDI ROUGE*, NUMÉROS 1 à 25

En gras le n° de la revue, suivi des pages ; f : fiche de lecture ; ill. : illustration

ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE (Gard) : **25**, 20-25

AGDE (Seconde Guerre mondiale) : **23**, 27-29 *f*

AIGUES-MORTES (Immigration) : **17**, 18-31

ALDUY Paul : **7**, 3-11 ; **9**, 30-35, *ill.*

ALGÉRIE (Guerre d') : **5**, 12-14 ; **7**, 18-23 ; **10**, 21-32, *ill.* ; **11**, 20-29

- Élections législatives dans le Gard, 1962 : **10**, 21-32, *ill.* ; **11**, 20-29

- Gauche languedocienne : **7**, 18-23

- Militantisme : **5**, 12-14

ANCIENS COMBATTANTS : **5**, 15-16

ANDORRE (Seconde Guerre mondiale) : **16**, 16-18 *f*

ANTIMILITARISME : (Pyrénées-Orientales) : **5**, 9-12 ; **12**, 11-18, ill. ; **13**, 20-27, ill.
ARCAS Fernand : **8**, 9-11
ARCHIVES : **2**, 7-11 ; **4**, 12-14 ; **5**, 16
ARMÉE : **5**, 9-12 ; **10**, 32-36
ASSURANCES SOCIALES : **12**, 25-30, ill.
AUDE : **4**, 16-17 *f* ; **5**, 8-9 *f* ; **8**, 11-15 *f*, 17-22 ; **9**, 12-22 ; **10**, 20-21 *f*
- Léon Blum : **8**, 11-15 *f*,
- Parti socialiste : **5**, 8-9 *f* ; **8**, 17-22 ; **9**, 12-22 ; **10**, 20-21 *f*
- Réfugiés espagnols 1939-1940 : **4**, 16-17 *f*
AZÉMA Jean : **5**, 7-8
BALARUC (Présence italienne) : **18**, 16-30, ill.
BARCELO Mathias : **22**, 33-39, ill.
BARDE Edmond : **1**, 2-4
BAZERBE Robert : **2**, 2-3
BEAUPUY-MANCIET Éliane : **22**, 3-7, ill.
BEILLE Antoine : **1**, 7-8
BENAMOUR Adolphe : **2**, 3-5
BERJOAN Élisabeth : **6**, 5-6
BERNABEU Manuel : **9**, 4-5
BERNARD Jacques : **11**, 3
BÉZIERS : **12**, 31-38 ; **14**, 6-14 ; **17**, 17-18 *f*
- Front populaire : **14**, 6-14
- Résistance : **17**, 17-18 *f* ; **22**, 46 *f*
- S.F.I.O. : **12**, 31-38
BLUM Léon : **8**, 11-15 *f*
BONIFAS Robert : **23**, 43
BOURG-MADAME (Monument aux morts) : **12**, 19-25, ill.
BOUSQUET Guy : **6**, 3-4
CACHIN Marcel : **6**, 17-18
CALMETTE Pierre : **18**, 8-90
CANET (Seconde Guerre mondiale) : **21**, 31-33 *f*
CARBONELL Joseph : **16**, 18-22
CAYROL Antoine : voir CERDÀ Jordi Pere
CERCLE DES TRAVAILLEURS (Perpignan) : **11**, 16-19
CERDÀ Jordi Pere : **3**, 17-18 *f*
CERNY Joseph : **25**, 37-40, ill.
C.F.D.T. : **11**, 14-15 *f*
C.G.T. : **4**, 14-16 *f* ; **5**, 17 *f* ; **13**, 27-34 ; **15**, 28-37
- Hérault (Enseignement, 1935-1945) : **13**, 27-34, ill.
- Hérault (Enseignement; 1945-1948) : **15**, 28-37, ill.
- Pyrénées-Orientales : **4**, 14-16 *f* ; **5**, 17 *f*
CHAMBRUN Gilbert de : **10**, 7-11, ill.
CHAMINAS Claude : **5**, 16
CHARPACK Georges : **16**, 7-8
CHARGÈS Louis : **9**, 3-4
CHAULIAC Raymond : **10**, 11-13
CHAUVET René : **5**, 4-7
CHEMIN DE FER : **10**, 18-19 *f*
CLERC Georgette : **8**, 3-9 *b*, ill.
COMPAGNIE DU MIDI (Usines électriques) : **8**, 25 *f*
CORDESSE Casimir, Henri : **25**, 40-42, ill.
COURTEAU Roger : **22**, 9, ill.
DALBIEZ Victor : **24**, 3-13, ill.
DAUMAS Jean : **7**, 12-14
DELCAMP Georges : **11**, 4-8, ill. ; erratum : **13**, 17

- DELICADO Juan : **18**, 35-36
DENAT Irénée : **22**, 3
DESCHAMPS Bernard : **22**, 10
DESLINIÈRES Lucien : **24**, 3-13
DIGEON Émile : 9, 5-9 f ; 10, 3-5
DOMENECH Michèle : voir HEREDIA Michèle
DOUTRES François : **24**, 42-43
ÉCOLE ÉMANCIPÉE (Hérault) : 1935-1945, **13**, 27-34, ill. ; 1945-1970), **15**, 28-47, ill.
ESPAGNE (Guerre civile d') : **4**, 16-17 f ; **10**, 16-18 f, 32-36 ; **18**, 12-14 f ; **19**, 31
- Armée républicaine : **25**, 8-10
- Catalogne : **10**, 16-18 f
- Déserteurs 1914-1918 : **10**, 32-36
- Réfugiés 1939 : **4**, 16-17 f
- Retirada 1939 : **18**, 12-14 f
FABRE Robert-Félix : **20**, 12-13
FABREGAT René : **23**, 40, ill.
FAGET René : **23**, 42-43
FAIGT Jules : **11**, 8-10
FEN (Hérault, 1948-1970) : **15**, 28-37, ill.
FERRANDI Lucile : **20**, 13-14
FESNEAU Frédéric : **17**, 15-16 f
FIGUÈRES Léopold : **21**, 37-44, ill.
FOUILLADE : **24**, 28-29
FRÊCHE Georges : **16**, 11-16, ill.
GAILLARD Henri : **13**, 12-13
GALIANO GRACIA Manuel : **13**, 7-8, erratum : **14**, 23
GARD : **6**, 11-14, **10**, 21-32, ill. ; **11**, 20-29 ; **12**, 9-10 f ; 13, 19 f ; **19**, 20-21 f ; **19**, 20-21 f ; **22**, 45-46 f
- 1830-1880 : **12**, 9-10 f
- Action catholique ouvrière : **25**, 20-25
- Elections législatives 1962 : **10**, 21-32, ill., **11**, 20-29
- Guerre mondiale (Première) : **19**, 20-21 f
- Guerre mondiale (Seconde) : **22**, 45-46 f
- PROLE : **13**, 19 f
- SFIO : **6**, 11-14
GAYMAN Vital : **18**, 30-33, ill.
GRANIER Adrien : **18**, 39
GROTHENDIEK Alexandre : **25**, 15-16, 43-47, ill.
GUERRE FROIDE : **16**, 22-28 ; **18**, 39-44, ill. ; **22**, 39-44
- Hérault : **16**, 22-28
- Immigration : **22**, 39-44
- Jumelage : **18**, 39-44, ill.
GUERRE MONDIALE (Première) : **7**, 23-26 ; **8**, 22-24 ; **10**, 32-36 ; **14**, 14-23, 24-44 ; **19**, 20-21 f ; **23**, 22-25, ill. f ; **24**, 14-19, ill. ; 20-23 ; **23**, 12-17, 22-25 ; **24**, 14-19, ill., 29-31 f ; **25**, 3-7
- Déserteurs (Pyrénées-Orientales) : **8**, 22-24 ; **10**, 32-36
- Espagnols (Pyrénées-Orientales) : **24**, 20-23
- Gard : **19**, 20-21 f
- Hérault : **23**, 24-25, ill. f
- Mutinerie 1917 : **7**, 23-26
- Prisonniers (Hérault) : **24**, 14-19, ill.
- Pyrénées-Orientales : **25**, 3-7
- Volontaires catalans : **23**, 12-17 ; **24**, 29-31 f

- GUERRE MONDIALE (Seconde) : **4**, 16-17 *f*, 19 *f* ; **9**, 7-12 *f* ; **10**, 7-15, ill. ; **11**, 10-14, ill. *f* ; **16**, 16-18 *f* ; **17**, 17-18 *f*, 31-35 ; **18**, 33-36, 37-39 ; **20**, 17-19 *f* ; **21**, 31-33 *f* ; **22**, 33-39, ill., 44-46 *f* ; **23**, 18-21, 27-29 *f* ; **24**, 31-33, ill. *f*
- Agde : **23**, 27-29 *f*
 - Andorre : **16**, 16-18 *f*
 - Assistance humanitaire : **21**, 31-33 *f*
 - Béziers : **17**, 17-18 *f* ; **22**, 46 *f*
 - Canet : **21**, 31-33 *f*
 - Gard : **22**, 45-46 *f*
 - Guerrilleros (Pyrénées-Orientales) : **14**, 24-44, carte ; **17**, 31-35 ; **18**, 33-36, 37-39 ; **19**, 31-37
 - Hérault : **16**, 16-18 *f* ; **17**, 17-18 *f*
 - Prisonniers politiques : **11**, 10-14, ill. *f*
 - Pyrénées-Orientales : **23**, 18-21 ; **24**, 31-33, ill. *f*
 - Réfugiés espagnols : **4**, 16-17 *f*
 - Résistance : **9**, 7-10 *f* ; **10**, 7-15, ill. ; **17**, 17-18 *f*
 - Résistance (Languedoc) : **10**, 7-15, ill. ; **14**, 14-2
 - Résistance (Pyrénées-Orientales) : **18**, 15-16 *f* ; **20**, 17-19 *f* ; **22**, 33-39, ill., erratum : **23**, 3
 - Saint-Cyprien (Camp) : **9**, 10-12 *f*
 - Sète : **22**, 46 *f*
 - Travailleurs étrangers (Pyrénées-Orientales) : **4**, 19 *f*
- GUIGNON Raoul : **12**, 3
- GUILHEM Georges : **10**, 5-6
- HABITAT OUVRIER : **6**, 24-25
- HAETTICH Jean-Pierre : **20**, 42-44
- HÉRAULT : **1**, 8-10 ; **6**, 14-18 ; **9**, 23-30, ill. ; **16**, 22-28 ; **17**, 17-18 *f* ; **19**, 37-42 ; **22**, 16-17 *f*
- École émancipée : 1935-1945, **13**, 27-34, ill. ; 1945-1970), **15**, 28-47, ill.
 - Guerre froide : **16**, 22-28 ; **17**, 17-18 *f*
 - Moch Jules : **9**, 23-30, ill.
 - Seconde Guerre mondiale : **16**, 16-18 *f*
 - S.F.I.O. : **1**, 8-10 ; **6**, 14-18
 - Toponymie : **19**, 37-42
- HÉRAULT André : **13**, 9-12, ill.
- HEREDIA Michèle : **2**, 5-7
- HUC Aimé : **16**, 6-7
- HUDELLE Léon : **24**, 43-45, ill.
- IMMIGRATION : **17**, 18-31 ; **18**, 16-30, ill. ; **22**, 39-44
- Aigues-Mortes : **17**, 18-31
 - Balaruc : **18**, 16-30, ill.
 - Guerre froide : **22**, 39-44
 - Sète : **17**, 18-31
- JANNOT [JEANNOT] Casimir : **17**, 3
- JAURÈS Jean **14**, 4-6 *f*
- (Monument Perpignan) : **24**, 3-13, ill.
- JUMELAGE : **20**, 35-42, ill.
- JUMELAGE (Guerre froide) : **18**, 39-44, ill.
- KAHANE Ernest : **25**, 13-14, ill.
- KAHANE Jean-Pierre : **16**, 8-10, ill. ; **25**, 14
- KAPLER Victor : **17**, 11-13, ill.
- LAFONT Robert : **17**, 36-44, ill.
- LAFARGE (entreprise, Sète), 25-32, ill.
- LALANDE Henriette : **18**, 6-7, ill.
- LANDAIS René : **17**, 4-10, ill.
- LANET Joseph : **17**, 17- 18 *f*

- LANGUEDOC (Politique) : **13**, 18-19 *f* ; **15**, 41
LÉONARD Fernand : **23**, 41-42, ill.
LE ROY LADURIE Emmanuel : **13**, 13-17, ill. ; **25**, 16-17, ill.
LESPINASSE Charles : **21**, 6-8
LIBERTI Casimir : **17**, 14-15, ill.
LLOANSI Cyprien : **3**, 6-9 ; **25**, 17-18
LOZÈRE : **10**, 7-11, ill.
MAILLET-CAMO Armande : **19**, 15-18, ill.
MARTY André : **9**, 15-16 *f*
MASSE Jacques : **6**, 7-8
MARX Charles : **19**, 8-12, ill.
MELICH Henry : **18**, 33-35
MAUREILLAS **22**, 33-39, ill.
MENARD Jean : **22**, 7-8
MERCADER Félix : **21**, 8-12, ill., 12, erratum : **22**, 15
MERCADER Henry : **21**, 21-23, ill.
MESSAINGUIRAL Lucien : **22**, 8
MEYER Victor : **19**, 13-15, ill.
MEYNIER Auguste : **19**, 4-5
MIAS Alfons : **21**, 29-30 *f*
MIDI ROUGE : **19**, 22-31 ; **20**, 27-35 ; **21**, 34-37
MILHAU Jules : **4**, 7-12
MILITANTISME DE GAUCHE : **25**, 10-19, ill.
MISSA Francis : **3**, 3-4
MOCH Jules : **9**, 23-30, ill.
MOLINIER André : **21**, 25-26
MOLLE Jean : **21**, 3-6
MONIER Étienne : **13**, 6-7, ill.
MONUMENT AUX MORTS : **12**, 19-25, ill.
MORENO Jacinto : **21**, 20-21, ill.
MOY Jean : **7**, 23-26
NARBONNE (Toponymie) : **20**, 19-27 ; **21**, 34
NELLI René : **16**, 29-40, ill.
NÎMES : **5**, 16 ; **13**, 19 *f*
OMS Marcel : **22**, 11-15, ill., erratum **23**, 3 ; **25**, 18-19, ill.
OZIL Jules : **21**, 8
PAL Joseph : **20**, 3-4
PANISELLO René : **23**, 33-34
PARET-ESCUDIÉ Urbain : **19**, 5-7
PARSUIRE Dominique : **21**, 12-19, ill.
PARTI COMMUNISTE : **7**, 18-23 ; **8**, 15-16 *f*
 - Algérie (Guerre d') : **7**, 18-23
 - Marty André : **8**, 15-16 *f*
PARTI RADICAL (Guerre d'Algérie) : **7**, 18-23
PARTI RÉPUBLICAIN : **12**, 9-10 *f*
PARTI SOCIALISTE : **1**, 8-10 ; **5**, 8-9 *f* ; **6**, 11-23 ; **7**, 18-23 ; **8**, 11-15 *f*, 17-22 ; **9**, 12-35, ill. ;
 10, 20-21 *f* ; **12**, 31-38 ; **24**, 33-37 *f*
 - (1840-1980) : **1**, 8-10
 - (1905) : **6**, 11-23
 - Alduy Paul : **9**, 30-35, ill.
 - Algérie (Guerre d') : **7**, 18-23
 - Aude : **5**, 8-9 *f* ; **8**, 17-22 ; **9**, 12-22 ; **10**, 20-21 *f*
 - Béziers : **12**, 31-38
 - Blum Léon : **8**, 11-15 *f*
 - Gard : **6**, 11-14

- Hérault : **1**, 8-10 ; **6**, 14-18
- Moch Jules : **9**, 23-30, ill.
- Pyrénées-Orientales (1905) : **6**, 18-23
- PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (Pyrénées-Orientales) : **24**, 33-37 *f*
- PAULILLES (Usine, Pyrénées-Orientales) : **7**, 15-17 *f*
- PAYRA Jean : **24**, 3-13, ill.
- PAYROU Lucien : **17**, 10-11
- PELADAN René : **21**, 24-25, ill.
- PERPIGNAN : **4**, 19 *f* ; **11**, 16-19
 - Cercle des Travailleurs) : **11**, 16-19
 - Monument Jaurès : **24**, 3-13, ill.
- PERRIER (Source) : **1**, 10 ; **6**, 8-10 *f*
- PIANELLI Laurent : **22**, 33-39, ill.
- PICOLO Albert : **20**, 5-7
- PINETON de CHAMBRUN Gilbert : voir CHAMBRUN Gilbert de
- PIOCH Jean-Baptiste : **23**, 29-33
- PIZARD Jacques : **3**, 11-16
- PLA-JUSTAFRÉ Lucette : **4**, 19 *f*
- POLITIQUE
 - Languedoc : **13**, 18-19 *f*
 - Midi rouge : **19**, 22-31 ; **20**, 27-35 ; **21**, 34-37
 - Symbole : **21**, 27-28 *f*
- PORTA (Mouvement ouvrier) : **15**, 18-22, ill.
- PRESSE : **8**, 24-25 *f*
- PRISON (1940-1944) : **11**, 10-14 *f*, ill.
- PROLE (Gard) : **13**, 19 *f*
- PUJADAS CAROLA Juan : **19**, 33-36
- PUPPONI Henri : **14**, 3-4
- PYRÉNÉES-ORIENTALES : **4**, 14-16 *f*, 18-19 *f* ; **5**, 9-12 ; **6**, 18-23 ; **7**, 15-17 *f* ; **8**, 22-24, 24-25 *f* ; **9**, 10-12 *f* ; **10**, 32-36 ; **11**, 16-19 ; **12**, 11-18, ill. ; **13**, 20-27, ill. ; **14**, 24-44 ; **15**, 37-40, ill. ; **16**, 18-22. ; **17**, 31-35 ; **18**, 12-14 *f*, 15-16 *f*, 33-36, 37-39 ; **19**, 31-37 ; **20**, 17-19 *f* ; **21**, 31-33, *f* ; **22**, 33-39, ill. ; **23**, 18-21 ; **24**, 20-23, 31-33, ill. *f* ; 33-37 *f* ; **25**, 3-7
 - Antimilitarisme : **5**, 9-12 ; **12**, 11-18, ill., **13**, 20-27, ill.
 - Canet (Seconde Guerre mondiale) : **21**, 31-33, *f*
 - C.G.T. : **4**, 14-16 *f*
 - Guerre mondiale (Première) : **25**, 3-7
 - Guerre mondiale (Première) Espagnols : **24**, 20-23
 - Guerre mondiale (Première) Déserteurs : **8**, 22-24 ; **10**, 32-36
 - Guerre mondiale (Seconde) : **23**, 18-21 ; **24**, 31-33, ill. *f*
 - Guerre mondiale (Seconde) Enseignement : **4**, 18-19
 - Guerre mondiale (Seconde) Guerrilleros : **14**, 24-44, carte ; **17**, 31-35 ; **18**, 33-36, 37-39 ; **19**, 31-37
 - Guerre mondiale (Seconde) Maureillas : **22**, 33-39, ill. ; erratum : **23**, 3
 - Guerre mondiale (Seconde) Résistance : **18**, 15-16 *f* ; **18**, 33-36, 37-39 ; **20**, 17-19 *f*
 - Maureillas (Résistance) : **22**, 33-39, ill.
 - Parti socialiste unifié : **24**, 33-37 *f*
 - Paulilles (Usine) : **7**, 15-17 *f*
 - Perpignan (Cercle des Travailleurs) : **11**, 16-19
 - Perpignan (Monument Jaurès) : **24**, 3-13, ill.
 - Porta (Mouvement ouvrier) : **15**, 37-40, ill.
 - Retirada : **18**, 12-14 *f*
 - Saint-Cyprien (Camp) : **9**, 10-12 *f*
 - S.F.I.O. (1905) : **6**, 18-23
 - Travailleur catalan (Hebdomadaire) : **8**, 24-25 *f*

- Travailleurs étrangers (1939-1944) : **4**, 19 f
- Ur (Seconde République), **16**, 18-22
- RECONQUISTA : **19**, 31-37
- REFUGIÉ : **4**, 16-17 f, 19 f ; **9**, 10-12 f
- RÉSISTANCE : **9**, 7-10 f ; **10**, 7-15, ill. ; **14**, 14-23 ; **18**, 15-16 f ; **20**, 17-19 f ; **17**, 17-18 f
 - Biterrois : **17**, 17-18 f ; **20**, 17-19 f ; **22**, 33-39, ill., erratum : **23**, 3
 - Languedoc : **10**, 7-15, ill. ; **14**, 14-23
 - Pyrénées-Orientales : **18**, 15-16 f ; **20**, 17-19 f ; **22**, 33-39, ill., erratum : **23**, 3
 - Pyrénées-Orientales (Guerrilleros) : **14**, 24-44, carte ; **17**, 31-35 ; **18**, 33-36, 37-39 ; **19**, 31-37
- RICARD (Louis-Xavier de) : **23**, 21-22 f
- RETIRADA : **18**, 12-14 f
- RIUS Robert : **23**, 34-39, ill.
- RIVÉRA Marie-Jeanne : **12**, 7-9
- RIVESALTES (Camp) : **25**, 26-32
- ROIG François : **18**, 4-5
- ROUQUETTE Marcel : **20**, 11-12
- ROUQUETTE Yves : **25**, 47-48, ill.
- ROUS Jean (Famille) : **24**, 23-27, ill.
- ROUSSEL Théophile : **21**, 26-27
- ROUVE François : **1**, 5-6
- ROUX Jacques : **4**, 3-6 ; **25**, 14-15
- RUBIROLA Adrien : **16**, 3-5
- SAILLAGOUSE (Canton) : **16**, 18-22
- SAINT-CYPRIEN (Camp) : **9**, 10-12 f
- SAINT-JOURS Yves : **18**, 10-12
- SALABERT Paul : **12**, 4-7, ill.
- SCHUWER Michel : **3**, 9-11
- SECONDE RÉPUBLIQUE (1848-1852) : **16**, 18-22
- SÉCURITÉ SOCIALE : **12**, 25-30, ill.
- SÈTE : **17**, 18-31 ; **22**, 25-32, ill., 46 f ; **23**, 4-11, ill.
 - 1905 : **23**, 4-11, ill.
 - Grèves de 1938 : **22**, 25-32, ill.
 - Guerre mondiale (Seconde) : **22**, 46 f
 - Immigration : **17**, 18-31
- S.F.I.O. : **1**, 8-10 ; **5**, 8-9 f ; **6**, 11-23 ; **7**, 18-23 ; **8**, 11-15 f, 17-22 ; **9**, 12-35, ill. ; **10**, 20-21 f ; **12**, 31-38
 - (1840-1980) : **1**, 8-10
 - (1905) : **6**, 11-23
 - Alduy Paul : **9**, 30-35, ill.
 - Algérie (Guerre d') : **7**, 18-23
 - Aude : **5**, 8-9 f ; **8**, 17-22 ; **9**, 12-22 ; **10**, 20-21 f
 - Béziers : **12**, 31-38
 - Blum Léon : **8**, 11-15 f
 - Gard : **6**, 11-14
 - Hérault : **1**, 8-10 ; **6**, 14-18
 - Moch Jules : **9**, 23-30, ill.
 - Pyrénées-Orientales (1905) : **6**, 18-23
- S.N.I. (Hérault) : **13**, 27-34 ; **15**, 28-37
- SORS Léon : **25**, 32-37, ill.
- SOUBIELLE Alfred : **24**, 4-5, ill., 40-42
- SYNDICAT : **4**, 14-16 f ; **5**, 17 f ; **11**, 14-15 f ; **13**, 27-34 ; **15**, 28-37
 - C.F.D.T. (Languedoc-Roussillon) : **11**, 14-15 f
 - C.G.T. (Hérault, enseignement) : **13**, 27-34 ; **15**, 28-37
 - C.G.T. (Pyrénées-Orientales) : **4**, 14-16 f ; **5**, 17 f

- F.E.N. (Hérault) : **15**, 28-37
 - S.N.I. (Hérault) : **13**, 27-34 : **15**, 28-37
- TAILHADES Edgar : **20**, 7-11, ill.
THALHEIM Werner : **24**, 31-33, ill. *f*
TOPONYMIE
 - Hérault : **19**, 37-42
 - Narbonne : **20**, 19-27 ; **21**, 34TOPONYMIE COMMUNISTE (III^e République): **22**, 17-25, ill.
TRAVAILLEUR CATALAN (Hebdomadaire) : **8**, 24 *f*
TROTSKISME : **20**, 37-44, ill.
UR : **16**, 18-22
VALLIÈRE Louis : **13**, 5
VASSAIL Michel : **13**, 3-4, ill.
VERDIER Maurice : **5**, 3-4
VEZIAN Eliacin : **24**, 45-46
VIELZEUF Aimé : **10**, 13-15
VIDALOU Michel : **19**, 3-4
VIGNÉ Paul dit VIGNÉ D'OCTON : **24**, 37-40
VIOLET Gustave : **24**, 7-13, ill.
VIVÈS Martin : **23**, 25-27 *f*
WILSON DE RICARD (Lydie) : **23**, 21-22 *f*

Patrick VAZELLES

INTERNET DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOCROUSSILLON

L'Association Maitron Languedoc-Roussillon a un site :
<http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.fr/>

Consultez également le site du « Maitron » : www.maitron.org

SOUSCRIPTION AU MAITRON :

Chaque volume du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social est en vente (*DBMOMS, Le Maitron*) est en vente dans toutes les librairies au prix de 65 € le volume. Dur chaque volume environ 650 notices. Le tome 12 est vendu avec un accès gratuit au site internet du *Maitron* (Maitron-en-ligne) qui permet l'accès à environ 160 000 notices).

Le Maitron (dictionnaires papier et site Maitron-en-ligne) est édité par les **Éditions de l'Atelier/ Les Éditions ouvrières 51-55, rue Hoche 94200 – IVRY-DUR-SEINE**

SITE DES ÉDITIONS DE L'ATELIER :

www.editionsatelier.com

www.maitron.org

Le Maitron a aussi édité le Les Fusillés (1940-1944). Dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages et guillotins en France pendant l'Occupation. Publié sous la direction de Claude PENNETIER, Jean-Pierre BESSE, Thomas POUTY et Delphine LENEVEU, avec une centaine d'auteurs, Éditions de l'Atelier, 2015, 1950 pages, 30 €

L'achat du Dictionnaire donne accès gratuit à la base Fusillés du site Maitron-en-ligne

**APPEL À COMMUNICATION : 1917 ET LE LANGUEDOC-ROUSSILLON
JOURNÉE D'ÉTUDES DE L'AMLR, ALÈS, DÉCEMBRE 2017**



1917. Extraordinaire et inquiétante année pour Maurice Agulhon, année impossible pour Jean-Jacques Becker. À l'évocation de cette date charnière de la Grande Guerre, une foule d'évènements vient immédiatement télescoper la mémoire et l'imaginaire collectif. L'entrée en guerre des Etats-Unis, l'offensive Nivelle et les mutineries de l'armée française, les révolutions russes de février et d'octobre... un pacifisme qui gagne du terrain, la chanson de Craonne, le retour de Clemenceau au pouvoir. En Languedoc-Roussillon, à près de 800 km du front, à des milliers de Petrograd, comment ces évènements gigantesques sont-ils perçus et vécus par la population ? Quels échos des mutineries et des condamnations prononcées dix ans quasiment jour pour jour après les crosses en l'air du 17^e et la révolte civique du Midi ? Quelle perception et quelle influence des révolutions russes sur le mouvement ouvrier local ? Quel retentissement de la grève générale en Espagne en août ? Quelle place pour les femmes et les étrangers dans ce contexte de bouleversement ? Quelle attitude de la population après trois ans de saignée et de souffrance ? À partir de ce cadre large et souple et dans une perspective d'histoire sociale, culturelle et politique nous vous proposons de questionner le moment 1917 à l'aune de notre espace régional, le Languedoc méditerranéen et le Roussillon. Il s'agit de mettre en relation et en perspective les répercussions des mouvements tectoniques de la grande histoire avec la vie des gens ordinaires dans l'espace qui les reçoit de façon indirecte mais aussi d'évaluer l'impact de la césure 1917 sur les représentations et les mémoires collectives.

Les propositions de communication de 3000 signes maximum, rédigées sous format Word, sont à envoyer aux adresses suivantes :

vassakos.richard@orange.fr
helene.chaubin@wanadoo.fr
cat-ab-balent@wanadoo.fr